

La flamme d'or

Ouvrir des perspectives révolutionnaires

*« Industriels, princes, sénats,
Périssent ! puissance, justice, histoire, à bas !
Ça nous est dû. Le sang ! le sang ! la flamme d'or ! », Rimbaud*

« Tant qu'elle se présente comme utopie, comme jeu gratuit de l'esprit forgeant une hypothèse, notre doctrine conserve des sympathies souriantes, parfois un peu inquiètes ; mais, que sonne l'heure de la mise en pratique, et les plus fanatiques défenseurs de l'idée en paroles pâlisent devant sa réalisation », Prudhommeaux

« La révolution, après tout, n'est pas un jeu d'identités abstraites, mais l'art de la mise en pratique », Libération totale

La question révolutionnaire semble souvent se limiter à une posture. Cela fait un moment que se réclamer de la révolution chez nombre de radicaux et radicales n'est qu'une manière de se positionner sur l'échiquier politique ou de se faire mousser, sans vraiment prendre au sérieux sa réalisation pratique. Il y a même des écarts assez ahurissants entre les discours alarmants sur l'état du monde et les pratiques portées, rejouant sans panache les mêmes solutions monotones. Dire que tout va mal est devenu d'une telle banalité !

Il faut dire aussi que la situation actuelle n'est pas simple. Il est difficile de se projeter vers autre chose que le marécage ambiant, et donc facile de céder si ce n'est au défaitisme, du moins à l'idée qu'il n'y aurait plus qu'à essayer de rester debout dans un monde saccagé ; être entraîné-e dans l'effondrement en gardant la tête haute et en restant cohérent-e avec soi-même. C'est bien sûr important, mais je pense que c'est en même temps pertinent de faire marcher la tête pour élaborer des projets d'intervention avec comme perspective de vivre nos idées de plus en plus intensément et de plus en plus profondément.

Kropotkine avait défini ce qu'est une révolution dans son livre sur « la grande révolution » en France entre 1789 et 1793 : « c'est le renversement rapide, en peu d'années, d'institutions qui avaient mis des siècles à s'enraciner dans le sol et qui

semblaient si stables, si immuables, que les réformateurs les plus fougueux osaient à peine les attaquer dans leurs écrits. C'est la chute, l'émiettement en un petit nombre d'années, de tout ce qui faisait jusqu'alors l'essence de la vie sociale, religieuse, politique et économique ». Ce n'est pas un changement superficiel, encore moins un remaniement du pouvoir, mais l'éclosion d'une nouvelle réalité. Tout changement positif d'ampleur – c'est toujours bon de le rappeler – a découlé d'un processus révolutionnaire.

Considérer la révolution sociale comme une simple position politique, c'est oublier qu'elle est une possibilité réelle, d'autant plus dans les temps incertains à venir. Une partie importante des populations mondiales en a assez de supporter l'exploitation et les oppressions diverses dont elle est l'objet, surtout sur une planète qu'elle constate se dégrader jour après jour. La misogynie, si elle persiste, est par exemple de moins en moins tolérée dans tous les pays du monde. Qui aurait pu imaginer le soulèvement aux cris de « Femme ! Vie ! Liberté ! » en Iran il y a encore quelques années ? C'est pourtant ce qui s'est passé entre septembre et novembre 2022. Les inégalités sont en général moins supportées. Même les régimes qui semblaient les plus stables vacillent, les gouvernements défilent et les crises persistent.

Dans le sens inverse, les régimes politiques ont tendance à se durcir et l'appétit pour le confort technologique,

qui les légitime et isole chacun et chacune, continue de se développer. Les bombes pleuvent déjà partout et les guerres réelles ou potentielles se multiplient. La croissance démographique, qui commence à se tasser et qui pourrait partir en sens inverse dans un avenir proche, alimente par ailleurs une xénophobie ambiante et un racisme assumé dans des franges importantes des populations. La multiplication des réfugié-es de guerre et des réfugié-es climatiques va renforcer les tensions autour de ces sujets.

L'avenir reste toutefois ouvert. Il est probable que demain émergent de l'effondrement probable du système tel qu'il est des configurations variées, tantôt des dystopies sous perfusion technologique dans un air vicié, tantôt des régions de pénuries et de seigneurs de guerre dont la Somalie et Haïti sont les prémices. A nous, sinon de suppléer, au moins d'ajouter des configurations plus désirables.

Une révolution n'advient certes pas par la seule force de la volonté. Encore faut-il qu'elle trouve un écho dans la situation sociale réelle. Il n'empêche que c'est par la volonté que des forces sociales se mettent en capacité de tendre vers cette direction plutôt qu'une autre. A l'heure actuelle, la révolution n'est pas seulement souhaitable, c'est une possibilité réelle à plus ou moins brève échéance pour peu que des gens s'attellent sérieusement à la tâche. D'aucuns diront que c'est même

une nécessité pour préserver les conditions de la vie sur Terre.

De toute façon, si l'on prend au sérieux les analyses sur les ravages sociaux et environnementaux, il n'y a guère le choix. Une révolution devient nécessaire. Ni le capitalisme vert, ni la transition énergétique par la technologie, ni un Green Deal, ni le retour à l'Etat social d'antan ou au contraire à des régimes despotiques menés par des sauveurs suprêmes ne parviendront à corriger la trajectoire qui nous envoie dans le mur. C'est soit la survie, pour un temps du moins, toujours à la merci du pouvoir et dans un monde toujours plus invivable, soit l'affirmation de la volonté de vivre pleinement et donc la *révolution sociale*.

Les "pragmatistes" pourront bien rétorquer que nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire et qu'il faut faire preuve de réalisme – et donc faire front avec celles et ceux qui veulent que quelque chose change pour que rien ne change, en attendant perpétuellement les bonnes conditions historiques censées arriver par la grâce du Saint-Esprit révolutionnaire. Ouvrir une telle situation est justement la tâche qu'il faut désormais accomplir. Ne serait-ce parce que nous n'avons rien de mieux à faire.

Il n'empêche que les insurrections, depuis celle en Albanie en 1997 jusqu'à celle du Népal en 2025, semblent pour le moment se heurter à un seuil. Après avoir défait les pouvoirs en place, les soulèvements ne

parviennent pas à changer la vie et finissent par seulement remanier le pouvoir. Des chefs succèdent à d'autres chefs et l'argent continue de nous mener par le bout du nez. Les mêmes maux se perpétuent alors. La cage d'acier du système existant ne se brise pas facilement. Mais elle pourrait bien finir par se briser. Ainsi, nous sommes au début d'une période incertaine. Elle sera dure, certes, mais nous pouvons aussi en faire quelque chose de passionnant. Après tout, « la vie est courte. Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des rois ».

Le sentiment de révolte

Tout commence par la révolte. S'il n'y avait qu'une seule chose à retenir, pour moi, ce serait celle-là. C'est ce que des anarchistes comme Bakounine ou Kropotkine, et bien d'autres, célèbres ou anonymes, avaient compris. C'est la révolte qui est le moteur de tout changement social vers plus d'émancipation, qui brise les chaînes, même les plus tenaces.

Nous avons tous connu ce drôle de sentiment, qui nous envahit et nous prend aux tripes. Je me souviens que ça a été mon cas lorsque j'étais jeune. Avec des potes, nous avions nos habitudes le weekend arrivé de nous poser dans une sorte de parc pour boire un coup. S'enfermer dans des lieux marchands n'étaient pas notre truc, et de toute façon au-dessus de nos moyens. Sauf que la municipalité et les flics ont alors décidé d'assainir les rues. Nous nous retrouvions donc l'objet d'un harcèlement policier constant, avec les brimades et humiliations qui vont avec. Nous étions contrôlé-es deux ou trois fois par soir par les mêmes flics. Fouilles, palpations, traits d'humour douteux. Les flics s'amusaient à passer la main sur notre entrejambe. Ainsi exposé-es, nous apprenions la docilité face à l'intrusion forcée de l'intimité. Le contrôle nous rappelait à l'ordre, nous inculquait la coercition qui surgit face à toute tentative d'être un tant soit peu vivant.

Une agitation intérieure nous envahissait en même temps, qui tendait nos muscles et prenait aux tripes ; un sentiment de révolte qu'on réprime, et cette seconde humiliation de l'impuissance vivifiait d'autant plus ce sentiment. On avait envie d'en découdre parce qu'on refusait cette situation.

Arrive un jour où nous sommes plus nombreux-euses. Ça refuse le contrôle, ça se débat, ça provoque. On expérimente notre puissance. Puis la première pierre vole. Cette fois, on ne se laisse pas faire et les flics s'enfuient en courant. Juste retour des choses.

Ce ne fût probablement pas ma première révolte, mais je m'en souviens. Elle m'a marqué. Il y a eu aussi la première fois où je me suis fait gazer par des lacrymogènes dans une manif, ce qui a provoqué une réponse instinctive de ramasser des pierres et de les balancer. Ou encore lorsque j'ai appris qu'un pote, pris depuis des années dans le broyage de la Justice et de la taule pour pas grand-chose, s'était suicidé peu de temps avant un nouveau procès : il avait promis qu'il ne retournerait pas en prison, il a tenu parole. C'est rare de nos jours. Il ne peut qu'en résulter une grosse envie de détruire toutes les taules ! Nous avons tous et toutes vécu ce genre de moments, où cette fois c'est celle de trop, où ça prend les tripes et la révolte gronde. Quand elle devient plus collective, tout devient possible. C'est humain.

Bakounine considère en gros que l'humanité se compose à la fois de son

animalité, de sa faculté de penser et de parler, et de sa capacité à se révolter. Le sentiment de révolte participe à constituer l'humanité de l'être humain. La liberté se développe en faisant sienne les nécessités de la nature, en se liant à autrui, mais aussi en se révoltant contre les choses extérieures et artificielles, contre les lois despotiques des puissant-es, pour lui substituer une organisation réfléchie et libre du milieu social.

Nous sommes loin des esprits cuirassés, embourbés dans leur soumission au système, qui considèrent la rébellion comme une pathologie... Le DSM, manuel de diagnostic de la psychiatrie, a ainsi inventé le Trouble Oppositionnel avec Provocation. Résister à l'exercice d'une domination devient un dysfonctionnement, de la même manière que prendre conscience de l'essor des idées les plus puantes ou des ravages industriels sur la nature deviennent un trouble anxieux pouvant se soigner à coups de relaxation (faffixité, éco-anxiété). Il faut dire que les nucléocrates avaient déjà inventé la peur de la radioactivité qui suscite des cancers, et non la radioactivité elle-même. On se demande bien comment le pouvoir tient encore avec de telles sornettes.

Le sentiment de révolte est une qualité humaine, partagée par tous et toutes. Il est le carburant de la révolution. L'agir révolutionnaire n'est pas seulement une question de conscience, contrairement à ce que

s'imaginent les militant-es pour se donner le beau rôle de donneur-euses de leçons. C'est aussi une question de *caractère*. La révolte n'est-elle pas, d'abord, le fait d'assumer un refus, une opposition, un antagonisme ? Ce n'est pas pour rien que les plus beaux élans révolutionnaires ont été menés par des gueux, des gueuses, des rustres et des péquenauds. Pas du tout par des militant-es professionnel-les qui auraient atteint le dernier stade de développement de la conscience et réussi à entraîner dans leur sillage des masses conquises et obéissantes.

Il faut probablement avoir goûté à une certaine dureté de la vie, ou en tous cas être prêt-e à échapper à la tranquillité du consensus, pour développer ce caractère. Le sentiment de révolte est constitutif de notre humanité, mais ce n'est pas quelque chose de mystérieux surgissant magiquement, il se nourrit et se renforce, par la discorde, des refus, des réactions aux injustices, de l'intérêt aux luttes d'antan et d'ailleurs, une attention aux petits gestes de rébellion à côté de soi. Une attention aux regards neufs aussi, qui viennent bousculer la lassitude face aux petits malheurs et aux petites injustices, surtout quand on passe beaucoup de temps dans les luttes, confronté à la répression. A force de la côtoyer, on finit parfois par s'y habituer et ce qu'on trouvait autrefois intolérable à être considéré comme faisant partie du jeu.

La révolte est un sentiment ardent qui doit être cajolé et entretenu. C'est le carburant de l'énergie révolutionnaire, la condition de toutes les transformations émancipatrices. Le sentiment de révolte laisse certes place à l'imprévu et brise la monotonie. Mais il peut aussi, malheureusement, se dompter, avec tous les petits compromis et le besoin de stabilité et de sécurité. C'est toujours une tension.

Or, une des caractéristiques de notre époque est la tendance à de moins en moins supporter toute conflictualité. Cela peut parfois avoir des effets positifs pour les qualités relationnelles, mais contrarie souvent le sentiment de révolte. Il me semble que s'impose de plus en plus un processus de *pacification* dans les rapports directs. Même les désaccords de fond sur les questions de lutte, permettant d'approfondir les débats, se taisent ou ont du mal à se poser. Le moindre différend est vécu comme une "violence".

Logiquement, cette pacification apparente s'accompagne de toutes les mesquineries indirectes les plus dégueulasses : désolidarisation, calomnie, censure, etc., c'est-à-dire des pratiques au moins tout aussi violentes, si ce n'est plus. Elles évitent la confrontation directe et participent au pourrissement traversant régulièrement tous les petits milieux militants. Non seulement elles désamorcent les conflits parfois nécessaires, mais finissent par dégoûter

des passions rebelles. Elles jouent le même rôle d'encadrement et de canalisation que n'importe quel dispositif syndical ou policier. J'ai perdu plus de compas écœuré-es par ces manigances que pris-es dans les filets de la répression.

L'idée qu'entre personnes en lutte, même opposées, les choses doivent se dire en face n'est plus un principe de base. A la place, les manœuvres politiciennes et les pratiques autrefois qualifiées de staliniennes pullulent et entretiennent son sentiment inverse : le *ressentiment*.

Sentiment de révolte et ressentiment partagent le même dégoût de la politique, c'est-à-dire de l'art de gouverner. Mais alors que la révolte s'oriente contre les chefs, le ressentiment renvoie la colère vers d'autres gens ordinaires, parce qu'il est plus facile d'enfoncer des plus opprimé-es que soi pour faire semblant de garder la face, de taper sur le Noir ou l'homosexuel que d'aller chercher le chef dans son palais. Il ne s'agit alors plus de combattre l'opprimeur pour ce qu'il fait, mais de haïr l'autre opprimé pour ce qu'il est.

C'est pourquoi le ressentiment est facilement instrumentalisé par les politicards les plus tyranniques. Les Milei, Trump, Bukele, Meloni ou encore Modi en sont des champions et championnes. Ils jettent ainsi en pâture des bouc-émissaires pour se décharger à peu de frais des frustrations que le système engendre. Plutôt que

d'affronter la liberté et chercher à se libérer une bonne fois pour toute, il est plus facile de développer une personnalité compatible avec ce que le pouvoir attend de nous. Le braver en développant sa personnalité propre, en se constituant comme individu-e autonome pouvant s'associer librement à d'autres, est plus risqué que de se décharger de ses frustrations sur des bouc-émissaires.

Peur de la liberté et haine de l'autre alimentent ainsi les aspirations fanatiques, xénophobes, suprémacistes et fascistes, et renforcent le mécanisme du pouvoir. Parce que le pouvoir n'est rien d'autre qu'une chaîne de pouvoir, où « celui qui incarne le pouvoir incarne le mal » et « les autres ne sont que de simples maillons d'une chaîne qui se termine par un anneau qui garrotte celui qui est tombé plus bas » et qui, « enchaîné à sa vie misérable, fait les frais de la bacchanale de sang et de larmes dont les autres s'abreuvent. Il est la victime, non seulement de la peine que lui infligent les pervers, mais aussi de ces "honnêtes hommes", qui croient encore à la légalité », disait Gonzalez Pacheco. Le pouvoir est diffus et s'appuie sur des relais à la base, depuis la balance au contremaître, en passant par le vigile zélé.

Tout commence par la révolte. Ouvrir des perspectives révolutionnaires, c'est donc peut-être d'abord être attentif et attentive aux secousses rebelles, souffler sur les braises, se solidariser avec les révoltes.

Et laisser s'exprimer un tant soit peu le sentiment de révolte, redevenir un peu sauvage.

Aujourd'hui, les raisons de se révolter ne manquent pas. Comment rester calme face aux dévastations des milieux naturels, au nom du profit ? Comment rester calme face aux brutalités du pouvoir pour maintenir un ordre inique ? Comment rester calme quand des gens crèvent pendant que d'autres se gavent ? Comment rester calme quand des parlementaires s'allouent une allocation logement confortable en plus de leur salaire élevé, au moment même où ils votent des mesures d'austérité contraignant chacun et chacune à encore plus se serrer la ceinture et achètent à tout va armes et gadgets militaires ? Ce qui serait étonnant, c'est que des émeutes n'éclatent pas, que des résidences de ministres ne soient pas pillées, que des bâtiments publics ne soient pas incendiés, comme cela a été le cas en Indonésie à l'automne 2025.

La révolution n'est plus ce qu'elle était

Comme beaucoup de personnes de ma génération, j'ai fait mon entrée dans les milieux anarchistes et révolutionnaires au moment de la lutte dite contre le CPE en France en 2006. Cette lutte a été un grand moment d'auto-organisation, notamment dans les facs occupées nuit et jour, non seulement par des étudiants et étudiantes, mais aussi par des squatteurs et squatteuses et des personnes précaires. Les frontières des statuts se sont ainsi retrouvées brouillées et le brouillard ne sied guère au pouvoir, qui préfère les choses simples, plus facilement contrôlables.

Bien au-delà d'une énième réforme, c'est une critique de la manière dont nos vies sont organisées qui a émergé. Aux cris de « Ni CPE, ni CDI, tout ce qu'on veut c'est rester au lit ! », l'absurdité et la souffrance de l'idéologie du travail sont refusées par une partie des révolté-es. La lutte perce le carcan de la vie quotidienne bien rangée. Des tas de gens expérimentent aussi la rupture avec le légalisme et le pacifisme.

Aux manifs et actions plusieurs fois par semaine (blocages de route et de gare, occupations d'administrations, affrontements avec les flics), à la vie collective quotidienne (assurer les repas par de la récupération d'invendus, faire la cuisine et le ménage, faire vivre l'occupation par des projections-débats, des concerts, des tas de discussions informelles), s'ajoutaient plusieurs

assemblées par semaine pour organiser la lutte. Les partis et les syndicats se sont retrouvés à la ramasse et le gouvernement a eu beau introniser des représentants et représentantes de la lutte, issus des syndicats étudiants, ils n'avaient quasiment aucune prise réelle sur le mouvement. La force de cette lutte était clairement son auto-organisation, son refus des chefs et des porte-paroles. Sans personne avec qui négocier, le pouvoir n'a pas eu le choix que de reculer et de lâcher.

Cette lutte était aussi l'expression de la transformation en cours du monde du travail. Depuis les années 1970, l'économie s'était progressivement et massivement réorientée des industries vers les services, surtout dans des pays riches comme la France. Le secteur tertiaire y représente à peu près 80 % des emplois. Le salarié majoritaire est devenu l'employé : dans les bureaux, les commerces, le soin, l'éducation, etc.

Or, l'employé est sans cesse tiraillé entre sa proximité avec les conditions d'existence des damné-es de la terre et un état d'esprit bourgeois qu'il a incorporé. Privilégié sur la brèche, il reste à la merci du moindre accident de la vie, prêt alors à basculer dans la pauvreté. En même temps, il est imbibé de la culture bourgeoise, ingérée sur les bancs de l'école et dans la course aux diplômes. C'est un philistin en puissance, à l'esprit borné et moutonnier, refusant de voir au-delà des apparences.

Aussi sûrement que les ouvriers et ouvrières sont captifs du travail à la chaîne, les employé-es sont soumis au raffinement du management. Le personnel soignant doit ainsi noter le moindre acte dans un logiciel sur ordinateur qu'il trimballe comme un boulet. Chaque acte est référencé par un temps moyen permettant de quantifier leur charge de travail afin de mieux la rationaliser, comme si la prise en soins et le temps passé avec un malade angoissé pouvaient se mesurer et être séparés en petites opérations standardisées. L'art de soigner est ainsi découpé comme du travail à la chaîne.

Ailleurs, dans une boîte spécialisée dans la télévision par satellite, l'employé est appelé à dissoudre sa personnalité dans sa boîte et à ne pas compter ses heures. Un panneau résume la philosophie de l'entreprise : intitulé « avoir le souci de la qualité de son travail », un personnage déclare être à 100% de ses objectifs ; un autre lui répond que ce n'est pas grave et qu'il fera mieux l'année prochaine. Petit exemple de la culture du dépassement de soi.

L'employé est le salarié soumis en permanence à la domination impersonnelle des objectifs d'une bureaucratie tournée vers la productivité, relayée par des managers schizophrènes, sorte de dominés dominants repérés par leur propension à ne pas compter leurs heures et à anticiper les besoins de l'organisation. La servilité est récompensée. Elle est

aussi entretenue par les réorganisations incessantes : multiplier les projets est un mode de pouvoir, maintenant le salarié en état de fébrilité et de vigilance inquiète.

L'employé n'est plus le salarié du mouvement ouvrier : il se représente d'une autre classe et est d'une pratique expérimentée dans les usines, mais qui trouve dans les bureaux et les services son summum : celle de la cogestion. Il ne s'agit pas de s'opposer frontalement à la domination et l'exploitation, mais d'administrer l'existant aux côtés des dirigeants et dirigeantes. Les représentants et représentantes des employés siègent avec la direction, obtenant des aménagements de poste, freinant l'arbitraire, proposant des activités de loisirs. Ils essaient non seulement de maintenir des conditions de travail à peine supportables, mais contribuent surtout aux intérêts de l'entreprise en pacifiant les rapports sociaux et coopérant aux réorganisations et aux licenciements. Vous reprendrez bien un peu de *happiness manager* ?

La figure de l'employé de bureau a supplanté l'ouvrier. Ce dernier n'a pas disparu pour autant, mais il représente moins de 20 % de l'emploi dans un pays comme la France. Et ces 20 % sont extrêmement dispersés. L'appareil productif et toutes les activités économiques en général sont disséminés. Les grands centres industriels concentrationnaires se sont ainsi peu à peu effacés au profit d'unités

décentralisées, où le prolétariat a cédé face à une vaste atomisation des salariés. Le salariat est fragmenté, au même titre que la production. Et ce, non seulement dans les vieux bastions ouvriers occidentaux, mais aussi dans les usines du monde (Chine, Bangladesh, Viêt-Nam, etc.), où les grandes fabriques ont tendance à se démultiplier en plus petites unités – notamment pour mieux contrôler le risque de révoltes et de grèves.

Tertiarisation, dissémination : la technologie est au cœur de cette transformation globale de l'économie. Débutée dans les années 1970, elle s'accélère autour de cette année 2006. Le CPE (Contrat Première Embauche) participe de l'organisation de ces mutations par le gouvernement en place. Il s'agit alors de créer un nouveau contrat de travail précaire, un de plus, donnant tout pouvoir aux patrons. CDI (Contrat A Durée Indéterminée) prévu pour les moins de 26 ans, l'employeur peut rompre le contrat à tout moment sans se justifier pendant deux ans. Si le salarié démissionne, en revanche, il n'a pas droit au chômage, comme n'importe quel contrat de travail. La flexibilité ne marche que d'un côté. Bref, une loi parmi tant d'autres pour consolider le rapport de subordination du patron et s'assurer d'une main d'œuvre corvéable et surtout flexible, dans une économie en constante évolution. Cette réforme du CPE ne passera finalement pas, ce qui ne stoppera pas la transformation en cours.

L'exploitation d'aujourd'hui est plus managériale que concentrationnaire, basée sur les réorganisations permanentes, la soumission aux valeurs et objectifs de l'entreprise, la concurrence entre exploités-es. Elle est aussi davantage basée sur le précaire que sur la condition ouvrière. Les licenciements sont fréquents, la menace du chômage permanente et le contrôle des chômeurs et chômeuses de plus en plus serré. Cela change la donne pour les possibilités de lutter. Il est fini le temps des grandes organisations de masse, qui se sont désintégrées en même temps que le ciment ouvrier qui les maintenait.

Avec cette reconfiguration de l'économie, la grève est aussi moins décisive qu'elle ne pouvait l'être. A l'exception de quelques secteurs stratégiques, en général très encadrés syndicalement et intégrés aux logiques du capital (pétrochimie, transport routier, énergie, etc.), la plupart des salariés n'occupe aucune fonction capable de réellement bloquer ou ralentir le fonctionnement de la normalité économique. Cette dernière est trop disséminée – sans compter l'accélération de l'automatisation qui nécessite pour de plus en plus d'activités de moins en moins de personnel, qu'il suffit de tenir par la carotte et le bâton.

Par ailleurs, l'essentiel des boulots dans les pays les plus riches se trouve dans les services. Le patronat et le pouvoir en général peuvent très bien supporter l'arrêt de ces activités

pendant un temps relativement long – surtout que la santé, l'éducation et ce genre de choses ne sont clairement pas leur priorité.

Se passer de pans entiers de l'économie a d'ailleurs été expérimenté à l'échelle de la planète. Souvenez-vous de la crise sanitaire et de son confinement en 2020, où la plupart des gens s'est retrouvée interdite de sortir. Lors de cette immense expérimentation de casernement généralisé, les "travailleurs-clés", obligé-es d'aller bosser, étaient peu : soignant-es, agents de propreté, éboueur-euses, caissier-es, technicien-nes de l'eau et de l'énergie, autant de métiers habituellement dévalorisés qui donnent des indications sur le gaspillage d'efforts fournis pour d'autres activités valorisées par l'économie et pourtant dispensables, voire nuisibles. Mais ceci est une autre histoire.

La recomposition de l'économie a rendu la grève moins efficace. Elle se limite donc le plus souvent à arracher du temps pour participer à la lutte. Le lieu de travail devient moins central, d'où les décalages vers les places ou les ronds-points. Cela introduit surtout le fait qu'une abstention de travail ne suffit pas. Pour être gênante, elle doit être active, capable de produire des nuisances à la routine de l'économie par des blocages, des occupations, des sabotages, des pillages.

Le sabotage est probablement l'arme la plus utile aujourd'hui pour rompre la monotonie et le ronron de la

normalité. Il y en a beaucoup, comme celui du 23 et 24 mai 2025, où une centrale hydroélectrique et un pylône haute-tension ont été attaqués, coupant le jus à différentes industries nuisibles et, au passage, au Festival de Cannes. Voici une « coupure inopinée dans un mauvais film d'épouvante qui traîne en longueur. Le même scénario est joué et rejoué en boucle jusqu'à la nausée. Les scènes changent, les effets spéciaux aussi, mais la toile de fond est toujours la même : un monde qui n'arrêtera pas de bombarder, d'exploiter, d'extraire, d'accaparer, de violer, de ravager, d'affamer, de mitrailler, de polluer, et d'exterminer, tant que tout ne sera pas sous son contrôle » (communiqué de revendication de deux bandes anarchistes).

Le sabotage est une contribution pertinente aux luttes et à l'interruption de la routine. Un autre exemple est celui du sabotage du 17 septembre 2025, la veille d'une journée nationale de grève et alors que le mot d'ordre de « bloquons tout » se répand en France contre les mesures d'austérité et la succession rapide des mêmes gouvernements, avec les mêmes têtes tantôt démissionnaires, tantôt reconduites. L'électricité a été coupée simultanément sur plusieurs lignes de métro à 7h50, tout simplement en actionnant les manettes servant à arrêter le métro en cas de danger. 4 lignes ont ainsi été interrompues pendant 30 minutes en pleine heure de pointe. Une belle manière de contribuer à entraver le ronron quotidien.

Dans un monde de haute technologie, complètement dépendant de l'électricité et des infrastructures numériques, couper le jus ou la fibre, incendier des antennes relais ou des Data centers, sont des moyens intéressants de passer à l'action. Ces pratiques de lutte sont ainsi capables de taper au portefeuille des dirigeants et dirigeantes et de créer des perturbations importantes. Généralisées, elles pourraient entraîner des brèches suffisamment fortes pour faire vaciller l'ordre existant, dans lesquelles s'engouffrer pour le faire chuter.

Il ne faudrait pas pleurer sur ce qui a été perdu. L'économie a changé et les moyens de lutte se sont adaptés. La révolution, elle-même, n'est plus ce qu'elle était. Dans ses différentes versions classiques, la révolution était souvent pensée comme une réappropriation généralisée des mêmes infrastructures et du même appareil productif. Le prolétariat recevrait les forces productives en héritage et entre ses mains en ferait surgir le communisme. Dans sa version la plus étriquée, celle du marxisme et du matérialisme historique, le capitalisme contient en quelque sorte en germe le communisme et est une étape nécessaire à son avènement. Le dépérissement de l'Etat et l'autogestion généralisée seraient le stade ultime et nécessaire de l'histoire, qu'il suffirait presque d'attendre patiemment.

L'anarchisme a toujours été beaucoup moins mécanique et bien plus large. Malgré une nette prédominance de la lutte des classes pendant longtemps, il s'est aussi montré plus ouvert à la critique de la religion (Proudhon, Bakounine), du nationalisme (Coeurderoy), de la science (Bakounine), de la domination sur la nature et du vivant (Reclus, naturiens), de la société technologique (Marcus), de la domination masculine (Déjacque, Goldmann, La Voix des femmes, Mujeres Libres), de l'hétéronormativité (Brand, Saornil), du racisme et du colonialisme (Déjacque, Grave, Saïl), etc. Surtout, l'histoire humaine est davantage considérée comme celle de leur lutte contre l'Etat que celle de la lutte des classes, puisque l'Etat crée les classes sociales et non l'inverse. Il n'est pas non plus question de transition par une dictature, fût-elle du prolétariat. Les anarchistes rappellent que l'exercice d'un pouvoir sur autrui corrompt n'importe qui, même le révolutionnaire le plus sincère.

Il en découle que certain-es anarchistes ne pensaient pas qu'abolir les classes sociales et détruire l'Etat, sans se préoccuper du reste, suffiraient à tout régler. Ce n'est ainsi pour eux qu'un point de départ permettant à l'individu-e, son milieu et ses relations de changer.

Il n'empêche que dans sa version collectiviste, comme ensuite dans le syndicalisme révolutionnaire,

l'autogestion généralisée est censée résoudre tous les problèmes, un peu comme par magie. Pourtant, loin d'être réappropriables, les infrastructures matérielles de la société moderne, capitaliste et industrielle – les autoroutes, les centres commerciaux, les nouvelles technologies de contrôle, l'industrie de l'armement, les mines de l'industrie, les centrales nucléaires et leurs déchets, etc. – peuvent être considérées comme des forces aliénantes en soi, par nature inappropriables dans une perspective émancipatrice. Et que dire des eaux et sols contaminés et pollués ?

La structuration même du techno-capitalisme, par la division parcellaire et hiérarchique du travail, le morcellement en petites unités de production, ainsi que par la programmation et l'assujettissement des activités à des organisations bureaucratiques et des appareils technologiques, rend impossible l'appropriation collective, si ce n'est sous une forme gestionnaire du capitalisme et condamnée à en reproduire l'essentiel. L'individu-e n'est qu'un rouage de la production. Tout lui est enlevé, donc tout doit lui être donné ; il n'a aucune prise sur quoi que ce soit, donc tout doit lui être fourni par le système. Dans ces conditions, au lieu de l'abolition du salariat, le prolétariat finit par exiger l'abolition de toute activité qui n'est pas transformée en travail.

Se réappropriier les infrastructures, favoriser l'égalité et la solidarité, bref le vieux projet autogestionnaire, ne suffit pas : il n'interroge pas les finalités de la production et de l'usage. Le tissu infrastructurel produit vie mutilée et gaz à effet de serre, pollutions et dépossession. Travailler ensemble, épaule contre épaule, ne suffit pas. Il faut encore donner une *orientation* particulière aux activités, donner un certain sens à l'autogestion, pour sortir des logiques productivistes et mercantiles. Inventer d'autres manières de vivre. Et pour ça, il faut faire de la place. On n'autogère pas un monde de destruction de la vie. On le démolit pour en substituer un autre.

La révolution d'antan baignait par ailleurs dans l'ouvriérisme : l'ouvrier était considéré comme le sujet révolutionnaire et il était censé avoir toujours raison pour autant qu'il souffrait au travail ; plus il était exploité, plus il allait développer les forces productives qui feraient mécaniquement basculer le capitalisme vers le communisme. L'ouvriérisme avait tout de la démagogie, vantant les mérites du travail et de la vigueur – essentiellement masculine. Rompre avec l'ouvriérisme et son attachement au travail et aux machines, ainsi qu'avec l'aspiration à l'autogestion de l'existant, est, on peut le dire, plutôt une bonne chose.

La perspective anarchiste-communiste qui s'est imposée, suite à

des débats houleux, dans l'anarchisme à la fin du 19^{ème} siècle, pose des bases plus pertinentes. Elles sont bien sûr à ajuster et actualiser. Dans cette perspective, le but et le moyen de la révolution devient la commune libre, arrachée au pouvoir pour construire une autre manière de vivre. Elle abolit immédiatement l'argent, le travail et la propriété privée tout en s'attaquant aux tendances autoritaires.

Les frontières administratives existantes n'ont aucune importance tant la commune libre se fiche des frontières établies, y compris entre villes et campagnes. Elle repose sur d'autres aspects réellement vécus qui brouillent sans cesse ses contours. « "Commune" n'est plus une agglomération territoriale ; c'est plutôt un nom générique, un synonyme de groupements d'égaux, ne connaissant ni frontières ni murailles », disait Kropotkine. Ses frontières sont floues tout autant que ses préoccupations ne sont pas seulement de subsistance. Basée sur la prise au tas, l'entraide y supplante la concurrence et l'échange marchand. Le but est de permettre à chacun et chacune de s'épanouir dans tous les aspects de la vie. Ce sont encore des bases sur lesquelles s'appuyer pour inventer la révolution à venir, à condition d'y intégrer la question des ravages industriels et de la mise en péril de l'habitabilité de la planète par le vivant.

La destruction avant la subsistance

Il n'y a aujourd'hui aucun front à tenir, aucun territoire à défendre, si ce n'est quelques brèches arrachées un temps, de toute façon contaminées par les usages et les habitudes de l'ordre social existant. Les marges dans lesquelles vivre concrètement un tant soit peu nos aspirations sont étroites et à la merci des assauts du pouvoir. Nous sommes derrière les lignes ennemies. Or, cette situation impose une certaine conception de la liberté : elle s'arrache par moment, au détour des brèches produites par la révolte et la ruse – et parfois par oubli du pouvoir qui, malgré sa volonté et ses efforts administratifs et technologiques, ne peut jamais tout contrôler.

Nous n'avons pas d'en dehors où constituer une société libre, si ce n'est dans de rares territoires assaillis par des pouvoirs hostiles, la pollution, les touristes et les grandes industries stratégiques, sociétés pétrolières et d'extraction minière en tête. Le Rojava, le Chiapas ou les territoires Mapuche sont des exceptions, et des exceptions pleines de contradictions qui n'en font certainement pas des modèles. Les expériences de Shinmin, de la Makhnovtchina et de l'Espagne libertaire appartiennent au passé. Il a fallu aux compas révolutionnaires user le pouvoir pendant longtemps et surtout beaucoup de préparation pour en arriver là : des groupes d'action, des

armes, des faussaires, des planques, des réseaux clandestins, des solidarités à la base, etc. Et des luttes successives, beaucoup de luttes successives qui ont usé le pouvoir et préparé beaucoup de monde à agir.

Tout ça ne s'improvise pas et ne peut se tisser que patiemment à travers des conflits intenses et généralisés – bien qu'il puisse y avoir des coups d'accélérateur soudains. Si les révolutions ne se déterminent pas à l'avance, il faut des efforts intenses préalables pour qu'elles trouvent leur chemin.

La liberté aujourd'hui est d'abord une libération dans un monde saturé par le pouvoir et son emprise matérielle. Dans ces conditions, la préparation d'un sabotage ou d'une grève a beaucoup plus à voir avec la liberté que les différents projets alternatifs de retour à la terre. Ces derniers peuvent très bien faire partie du plan, pour nouer des affinités, se mettre au vert, constituer quelques réserves alimentaires, expérimenter des rapports sociaux plus égalitaires et plus autonomes, maintenir ou acquérir des connaissances utiles ou se réfugier un tant soit peu du fracas du monde.

Aussi parce que le lien concret avec la terre nourrit un sentiment de nature, formant avec la révolte une sorte d'alchimie de l'émancipation : la sensation de la terre entre les doigts, l'odeur de la forêt, le chant d'un oiseau, l'envol d'un papillon élèvent l'individualité, contrairement à la

passion de l'acier et du béton, qui conduit le plus souvent au culte des chefs. Mais ces projets de retour à la terre ne sont qu'un petit bout du plan. La subsistance n'est pas la substance de la liberté. Elle en donne seulement des moyens plus favorables et vient appuyer son exercice. L'autonomie matérielle n'est donc qu'un moyen, pas une fin en soi.

Toute rupture avec l'existant commence par la destruction. S'attaquer aux infrastructures et aux administrations qui font tourner le système, aux marchandises, aux grandes propriétés ouvrent des possibilités et instaurent un rapport qui n'est pas politique. Or, le piège politique conduit toujours au retour à la normale, y compris sous les atours de l'antifascisme ou de l'écologisme. La destruction rompt avec la perspective de gestion du monde tel qu'il est ; elle ouvre des brèches d'où peut surgir un monde nouveau.

Expérimenter de nouveaux rapports sociaux et constituer une autonomie matérielle sont probablement nécessaires pour nourrir les capacités d'action et les initiatives d'attaque, favoriser un saut qualitatif pour encourager un potentiel insurrectionnel, ou tout simplement pour maintenir des savoir-faire qui ont bel et bien quelque chose à voir avec la liberté. Mais ce n'est pas la liberté.

Celle-ci se trouve dans cette tension permanente avec l'ordre existant. Jusqu'à ce que, peut-être, on

arrive à créer une société dans laquelle la liberté pourrait s'établir, et non plus se vivre entre parenthèses. C'est tout le but de franchir un seuil dans la conflictualité : non seulement parce qu'on n'a pas le choix dans un contexte de plus en plus hostile, mais parce que c'est aussi l'occasion de tendre un peu plus vers nos aspirations et les vivre de plus en plus pleinement. C'est tout l'enjeu d'une révolution.

De toute façon, il faut bien faire de la place avant de créer un monde nouveau. Nous ne pouvons donc pas juste autogérer les mêmes infrastructures, les mêmes usines, les mêmes autoroutes, les mêmes lignes TGV, les mêmes aéroports, les mêmes centrales nucléaires, les mêmes satellites, les mêmes Data Centers. Beaucoup est tout simplement à démanteler. Il n'y a guère que quelques infrastructures à maintenir en marche – ce qui n'empêche pas de remettre à plat la manière dont elles sont organisées et ce qu'elles portent : les réseaux de distribution d'eau, la production de médicaments et d'appareils médicaux de base, les terres agricoles (redistribuées immédiatement), des petites unités de production d'électricité, des réseaux de transport.

La perspective révolutionnaire à l'ère contemporaine est moins un projet d'autogestion qu'un vaste mouvement de destruction. Il n'y a pas à en avoir peur : la négativité est en même temps fécondité. Tout cela était déjà contenu dans cette sentence : « la destruction est

une passion créatrice » ; ou dans celle-ci : « nous n'avons pas peur des ruines, nous sommes capables de bâtir aussi ». Tout était déjà dit. Et tout se répétera encore et encore, jusqu'à ce que les mauvais jours finissent – et au-delà.

Devenir une force matérielle (sans se perdre)

Evitons toutefois d'attribuer la même magie à la destruction que les révolutionnaires d'antan ont parfois attribué à l'autogestion. Un vaste mouvement de destruction a besoin de carburant pour durer et se généraliser. Il faut bien s'organiser pour nourrir une grève longue, et encore plus une insurrection.

Je me souviens d'une fois où, avec des compas, nous avons décidé de proposer une cantine à la fin de la première manif d'une lutte qui s'annonçait longue et difficile. L'idée était de nourrir les gens en lutte et de les faire rester pour participer à une assemblée de lutte pouvant ouvrir un front autonome, auto-organisé et déterminé. Cela nous paraissait alors au moins aussi important que de monter des équipes combattives au sein d'un cortège. Comme l'avaient bien vu les Diggers de San Francisco, se constituer comme force matérielle capable de nourrir les pauvres et les rebelles n'est pas le chemin le moins pertinent pour porter des coups au pouvoir.

Nous n'avons à ce moment-là jamais fait de la question de l'autonomie matérielle une marotte. Pour autant, nous avons décidé de ne pas en rester aux limbes théoriques et essayé de porter nos idées et pratiques en toute autonomie – ce qui implique des capacités matérielles. Ouverture de squats, création d'une cantine

collective, bibliothèque subversive, barnums, infokiosque, distribution de matériel défensif et offensif, constitution de cortèges autonomes, mégaphones conséquents, capacités d'imprimerie et bien d'autres choses ont favorisé la création d'une force à partir de laquelle diffuser pratiques et idées. Au point que les autres composantes des luttes étaient obligées de faire avec nous, alors que nous ne nous gênions pas pour en dire tout le mal qu'on en pensait et pour contrecarrer les magouilles politiciennes de récupération avec un certain succès...

Il faut une base matérielle à un mouvement pour qu'il puisse se développer et porter plus profondément des coups contre le pouvoir. Pas de soulèvement grec en 2008 sans Exarchia, quartier populaire rebelle, et les universités occupées. Pas de mouvement autonome italien dans les années 1970 sans centres sociaux squattés et usines occupées.

Une révolution est toujours un saut vers l'inconnu. C'est ce qui peut pousser des tas de révolté-es à finalement choisir de ne pas franchir le point de non-retour. C'est malheureusement souvent le cas. De fait, si les révolutions échouent, ce n'est pas seulement parce qu'elles sont mises en échec par le pouvoir, ou détournées et récupérées par des forces réactionnaires, mais aussi pour des raisons internes.

Mai 68 en France a été l'une des plus grandes grèves sauvages du

monde. Partie des amphis de l'Université de Nanterre, la révolte gagne Paris et le Quartier Latin lorsque la fac est fermée. Les rues se couvrent de barricades, des arbres sont tronçonnés pour les renforcer, les pavés utilisés comme projectiles. L'émeute brise la monotonie du métro-boulot-dodo et souffle un vent de révolte jusque dans les plus petites bourgades. Près de 10 millions de personnes cessent le travail, soit presque la moitié des salariés. Le Général de Gaulle, président ayant pris ses fonctions 10 ans plus tôt dans des conditions assez similaires à un putsch, quitte précipitamment en hélico le palais présidentiel pour s'assurer du soutien de l'armée. Pourtant, un mois après la grève cesse et les exploités doivent retourner au chagrin. Fin juin, des élections législatives reconduisent le même gouvernement.

Décembre 2008 dans les villes athéniennes. Les volutes de fumée des cocktails molotov lézardent les offensives du capital. La crise économique est là, provoquée par des banques et des financiers qui se sont brûlés les ailes à jouer avec l'argent des autres. Les contribuables sont sommés de se serrer la ceinture pour renflouer des banques qui passent leur temps à les saigner. Alors, quand les flics assassinent un jeune anarchiste, tout un pan de la société, anarchistes en tête, se soulève.

Certains jours à Athènes, il peut y avoir 4 ou 5 manifs sauvages de quartiers en même temps qu'une

grande manif centrale. Les flics sont dépassés par le nombre et la détermination. La révolte tient la rue, mais ne parvient pas à franchir ce seuil. Les rebelles sont bientôt épuisés et ce qui a été entrepris comme destruction va bientôt se rétablir.

Le gouvernement Sri lankais mène depuis des années des politiques néolibérales qui enfoncent le pays dans la crise. L'inflation est galopante, jetant de plus en plus de gens dans la misère, tandis que la famille au pouvoir s'enrichit. En mars 2022, des manifestations contestent le pouvoir corrompu. Elles sont alors interdites, ce qui ne fait que renforcer le mouvement qui devient de plus en plus sauvage. L'état d'urgence est décrété, les médias sociaux coupés et des bandes de nervis loyalistes attaquent les révoltés. Rien n'y fait, les protestations continuent.

En avril, des maisons de politiciens sont incendiées. Les manifs tournent aux émeutes destructrices. Un député ayant tiré sur la foule est lynché. Le 11 mai, l'armée est déployée avec l'ordre de tirer sur la foule. Le mouvement perdure malgré tout, et le 9 juillet une masse de révoltés déborde le dispositif policier et envahit la résidence présidentielle. Le politicien à la tête de l'Etat est en fuite, obligé de démissionner, pendant que les révoltés viennent en famille profiter de la piscine présidentielle. Ils finissent finalement par rendre le palais. Les jours suivants, un nouveau

gouvernement rétablit l'ordre avec l'appui de l'armée.

Toutes ces insurrections ont fait l'expérience de la même barrière, celle à partir de laquelle, une fois franchie, un soulèvement se transforme en révolution. Soit les affrontements évoluent vers quelque-chose de plus révolutionnaire, soit ils s'essouffent, ouvrant la voie au retour de l'ordre.

Franchir ce pas est l'ardent désir de tout révolutionnaire. Il est toutefois irréalisable de le faire sans une remise en cause radicale de notre extrême dépendance au système sur le plan matériel. Face au vide de pouvoir, il n'y a pas encore eu la décision de dépasser l'angoisse de l'inédit pour tenter le chemin de la rupture définitive.

Il y a un seuil au-delà duquel tout retour à la normale serait impossible. Il n'a pas été franchi à l'époque contemporaine, probablement du fait de la trop grande dépendance aux industries pour se nourrir, se chauffer, se soigner. Or, le gouvernement sera toujours choisi si sa chute jette l'ombre d'une éventuelle famine.

Si les insurrections échouent, c'est finalement parce qu'elles en restent à la confrontation avec les structures du pouvoir, sans investir la *vie quotidienne*. Or, une révolution réussie est une révolution qui change la vie plutôt qu'un simple remaniement du pouvoir. Et changer la vie passe par redonner du contrôle sur nos décisions, nos gestes, notre corps, par gagner en autonomie face à l'immense dépossession

organisée par le marché et l'Etat. L'une des premières actions révolutionnaires consiste probablement à faire tomber les clôtures et à collectiviser les terres, à donner la possibilité aux individus de tirer par eux-mêmes leur subsistance et d'habiter à leur façon le monde.

L'une des plus belles expériences de changement de la vie quotidienne s'est passée sans conteste dans l'Espagne en révolution. Pour avoir eu la chance de croiser des gens qui l'ont vécu, le plus marquant est probablement pour moi l'étincelle dans les yeux et le sourire mélancolique sur le visage qu'ils avaient en racontant leurs souvenirs.

Suite au coup d'Etat d'une clique de généraux fascistes en juillet 1936, des barricades surgissent dans de nombreuses villes, des hommes et des femmes sortent les armes des caches, attaquent des casernes, mettent en échec le putsch dans une grande partie du pays. Il faut dire que la révolution couve depuis un moment. Des tas de gens sont prêts. Des milices antifascistes sont créées et montent au front. Une vague de collectivisation se développe. L'argent et le salariat sont abolis par endroit.

José Peirats, militant de la CNT, raconte les premières journées de cet assaut du ciel :

« Mon groupe, celui qui avait occupé la caserne, a immédiatement créé un dépôt de denrées alimentaires, ouvert à tous, dans le quartier où j'habitais. De fait, nous avons

déterminé les besoins en consommation et, par la suite, nous sommes intervenus auprès de certains ateliers pour en intensifier la production. Par exemple, moi qui savais faire du pain, je me souviens être allé, en pleine fusillade, donner des coups de main à la boulangerie du quartier. Nous étions très imprégnés de l'idée kropotkinienne – développée dans *La conquête du pain* – selon laquelle toute révolution qui se révèle incapable de nourrir le peuple est perdue d'avance. Partant de là, nous avons mis la main sur toutes les épiceries et les entrepôts du quartier et nous allions dans les villages environnants échanger des produits industriels contre des denrées alimentaires. [...] Dans le quartier, les produits des épiceries dont les patrons avaient été chassés furent centralisés en un seul endroit, où le peuple était invité à se servir librement ».

La prise au tas se met spontanément en place, sans attendre un quelconque mot d'ordre de n'importe quel révolutionnaire professionnel. *Ir a por el todo !*

C'est en Aragon que le processus va le plus loin. Le régime de la propriété est détruit. Plus d'impôts obligatoires, plus de titres de propriété, plus de dettes à rembourser. Celles et ceux qui le désirent agissent ensemble pour exproprier les grands propriétaires, mener les travaux des champs, gérer la petite industrie, développer la solidarité, l'aide médicale et

l'instruction à tout âge, apporter l'appui nécessaire au front. Sans patrons, plus de syndicats, mais des collectivités intégrales qui permettent la réalisation de l'individu dans sa complexité et plus seulement en tant que producteur. Tout n'y est pas merveilleux, notamment dans la reproduction de plus en plus affirmée avec le temps des inégalités de genre, mais plusieurs centaines de milliers de personnes ouvrent ainsi la voie d'une vie quotidienne plus désirable.

On ne saurait toutefois limiter la vie quotidienne aux aspects matériels les plus immédiats, comme bouffer et se chauffer. Il s'agit d'un champ bien plus large, impliquant aussi bien les danses festives, la possibilité de respirer de l'air pur, la contemplation de jolies choses, l'épanouissement de la vie dans tous ses aspects...

En finir avec le détournement du désir en travail et besoin

La révolution aura déjà beaucoup avancé quand elle aura exproprié les grands propriétaires, celles et ceux qui possèdent plus de logements qu'ils ne peuvent habiter et se font de l'argent sur le dos de locataires, plus de terres qu'ils ne peuvent utiliser, ou encore qui détiennent des moyens de production qu'ils n'utilisent pas mais confient au travail de salariés. Alors ce sera le règne de la révolution : à chacun-e selon ses besoins, de chacun-e selon ses capacités ?

Méfiance. Il y a là une odeur arithmétique, persistant à tout voir dans les catégories de l'économie. Tout est alors affaire de production et de consommation, de travail et de besoin, de mesure de toute chose. C'est la persistance des eaux glaciales du calcul. Or, c'est cela qu'il faut faire péter pour se libérer réellement de nos chaînes !

L'être humain n'a pas juste besoin de manger et boire. Il ne se réduit pas à un être biologique, et son rapport aux autres, à lui-même et à ce qui l'entoure s'inscrit dans un imaginaire, une culture, des significations sociales, un langage.

Le besoin est en réalité une fiction pour fonder l'économie, cette religion qui domine notre monde. Utilitaristes et socialistes, idéalistes et matérialistes, tous et toutes sont unanimes sur un point : le besoin fait

l'économie. Pourtant, ce concept n'est jamais défini. Qu'est-ce que le besoin ? Il est considéré comme allant de soi, tandis qu'il a été fabriqué de toute pièce. Il est une sorte de mirage, mystifiant l'activité humaine et les attentes des individus.

L'économie a besoin du besoin : il est sa raison d'être, l'objectif justifiant la dépense de travail fourni, la fin supposant le calcul des utilités et des peines, le justificatif des efforts intenses en vue d'acquérir une quantité maximale de biens. Mais le coût réel de cette course effrénée est sans cesse refoulée : plus l'être humain se dépense pour satisfaire des besoins, plus il se dépossède lui-même à leur profit, en consumant sa propre substance, le temps de sa vie.

Il y aurait ainsi des besoins à satisfaire pour vivre impliquant de se mesurer avec la nature. A ceci près que boire, manger, dormir, se vêtir ou s'abriter ne sont pas des besoins à satisfaire pour vivre, mais des requis de l'existence : l'être vit en les satisfaisant. Je ne m'alimente pas pour vivre, je vis en m'alimentant, et la nourriture et les manières de la trouver et de l'assaisonner font partie de notre vie – et de notre culture. La manière dont je décide de résoudre ces requis de l'existence, avec les autres, définit nos manières de vivre.

Sans compter l'extrême variabilité de ces besoins qualifiés de "primaires" : le chasseur-cueilleur ne s'embarrasse pas de la plupart des

objets que l'agriculteur trouve nécessaire ; le Fuégien de la Terre de feu vit presque nu et dans des abris peu élaborés dans un climat froid et humide ; le névrosé narcissique d'aujourd'hui ne peut plus se passer de gadgets technologiques qui n'existaient pas quelques années auparavant, etc. Les besoins sont toujours définis socialement et culturellement.

L'être humain ne s'alimente pas pour survivre, il cuisine et a inventé la gastronomie, variable selon les régions du monde. Ce qui sera considéré comme comestible ici ne le sera pas là-bas. Le chien est par exemple devenu un animal de compagnie faisant partie de la famille. Il est alors impensable de le manger. Ailleurs et dans d'autres temps, la viande de chien était régulièrement consommée. Manger n'est jamais dépouillé de significations sociales et s'inscrit toujours dans un système de valeur : manger participe à créer et reproduire une manière de vivre et un rapport au monde. Il en est de même pour se vêtir, se loger, se mouvoir.

En outre, il n'est question au sujet de cette vague notion de besoin que de survie, et non de la vie. En ramenant sans cesse tout au besoin, l'économie est en réalité le règne de l'essence au détriment de l'existence. Enchaînant au travail et à la consommation, elle est même domination de la vie par la survie. L'économie encage l'humanité dans la sphère de la nécessité, parce que son fondement est terrible : son emprise ne peut s'appuyer que sur la

consommation de la vie. Nous perdons ainsi notre vie à la gagner, c'est-à-dire à faire tourner une mégamachine que nous avons créé et qui nous dévore. Acheter une voiture pour aller bosser, aller bosser pour acheter une voiture.

Le besoin, ça n'existe pas. Je peux certes avoir besoin de quelque chose de précis à un moment donné, ou bien être dans le besoin car réduit à la survie, mais je n'ai pas des besoins à satisfaire. En revanche, j'ai des sensations (de faim, de soif, de froid...), des rêves, des fantasmes, des pulsions, des aspirations, des positions et des désirs.

Derrière la question du besoin se cache en réalité celle du désir. Question complexe qui a animé les mythes et les philosophies depuis toujours. Le besoin de manger se traduit toujours sous la forme d'un désir : qu'est-ce que j'aimerais manger ? Avec qui j'aimerais manger ? Le besoin nous coupe en deux, nous sépare de nos désirs pour nous réduire à une machine de besoins, c'est-à-dire un instrument pour reproduire le système.

Nous ne nous contentons pas de l'expérience du désir comme la simple absence de quelque chose : j'ai faim, donc je désire "nier la négation" en obtenant de la nourriture ; j'ai des pulsions sexuelles, et je me mets en chasse d'un partenaire. Nous allons plus loin. Non seulement nous voulons avoir des relations sexuelles, mais nous voulons aussi être reconnus par notre partenaire comme une personne qui mérite qu'on ait des relations sexuelles

avec elle. Nous désirons être l'objet du désir d'un autre.

Le désir échappe à la nécessité, à la condition établie : il nous ouvre vers l'ailleurs, l'envisageable et le pourquoi pas. Il fait des allers-retours entre le présent et le devenir, entre le réel et le possible, entre moi et les autres. Le désir fait passer de la survie à la vie. Cette vérité vibre dans les cris des révolutionnaires : « du pain et la liberté ! » Le pain, ce serait le besoin ; la liberté, le désir. Le désir sort l'être humain du règne de la nécessité pour le projeter dans la culture ; culture qui est une sorte d'organisation de l'altérité, un désir toujours situé et jamais figé.

Dans le monde misérable de l'économie, le besoin est la fiction nécessaire au développement d'une autre : le travail. Le travail n'est donc pas une nécessité naturelle et éternelle, mais une forme sociale-historique négative et destructrice de l'agir. Il réduit tous les contenus concrets de nos activités à la forme vide d'une simple dépense abstraite d'énergie humaine pour faire tourner la production.

Par le travail, je peux transformer une passion en activité sur laquelle je n'ai aucun contrôle. J'ai par exemple plaisir à cuisiner et je décide d'en vivre. Bientôt, je me retrouve pris dans les affres des contraintes du marché, obligé de calculer les coûts des produits dont j'ai besoin pour cuisiner, la pression des concurrent-es, le nombre de couverts que je dois faire pour dégager de quoi survivre. Si au début, je

détermine mon activité, je finis par réaliser que mon activité est déterminée par une force étrangère qui me dépasse. Peu importe le contenu de mon activité (cuisiner ou fabriquer des armes), la finalité reste de créer de la valeur, c'est-à-dire faire de l'argent. Bref, je travaille. Le travail n'est donc rien d'autre que la manifestation concrète du processus abstrait d'accumulation du capital (faire plus d'argent avec de l'argent).

Le travail ne vise donc pas à satisfaire des besoins réels, comme se nourrir ou se vêtir, mais à produire des marchandises pour obtenir un salaire qui me permettra d'acheter des marchandises que d'autres ont fabriqué. Il n'est que le moyen d'une finalité surplombant le travailleur et la travailleuse : faire plus d'argent. Faire plus d'argent, certes, mais aussi être occupé : la mise au travail est aussi un vaste processus de pacification et de domestication, où celles et ceux qui obéissent restent à leur place. Pendant qu'on trime à gagner sa vie, on ne s'oppose pas à celles et ceux qui commandent.

La mise au travail est en ce sens un formidable engrenage à servitude volontaire. La Boétie dit que les gens de pouvoir sont des *mange-peuples*, transformant les individus en substances pour épancher leur soif de pouvoir. De la même manière, le travail réduit l'individu à de l'énergie pour faire de l'argent. Par la même occasion, il enchaîne chacun et chacune à un mécanisme abstrait et surplombant

(accumuler du capital), dont les manifestations concrètes sont une succession de récompenses et de réprimandes, de procédures et de consignes. Le travail est en soi dépossession : dépossession de ses gestes, de son corps, de ses décisions et de la finalité de ses activités.

Or, la dépossession se caractérise toujours par une déshumanisation : l'être humain est coupé de sa substance, utilisé comme une chose, privé de ses potentialités. Il n'est plus que l'ombre de lui-même, tel le lapin disséqué et réduit à l'état de cobaye dont parle Bakounine dans sa leçon d'anatomie intégrée à sa critique du « gouvernement des savants ».

« La science, qui n'a affaire qu'avec ce qui est exprimable et constant, c'est-à-dire avec des généralités plus ou moins développées et déterminées, perd ici son latin et baisse pavillon devant la vie, qui seule est en rapport avec le côté vivant et sensible, mais insaisissable et indicible, des choses. Telle est la réelle et on peut dire l'unique limite de la science, une limite vraiment infranchissable. Un naturaliste, par exemple, qui lui-même est un être réel et vivant, dissèque un lapin ; ce lapin est également un être réel, et il a été, au moins il y a à peine quelques heures, une individualité vivante. Après l'avoir disséqué, le naturaliste le décrit : eh bien, le lapin qui sort de sa description est un lapin en général, ressemblant à tous les lapins, privé de toute

individualité, et qui par conséquent n'aura jamais la force d'exister, restera éternellement un être inerte et non vivant, pas même corporel, mais une abstraction, l'ombre fixée d'un être vivant. La science n'a affaire qu'avec des ombres pareilles. La réalité vivante lui échappe, et ne se donne qu'à la vie, qui, étant elle-même fugitive et passagère, peut saisir et saisit en effet toujours tout ce qui vit, c'est-à-dire tout ce qui passe ou ce qui fuit ».

Lorsque le scientifique dissèque un lapin en laboratoire pour en étudier les organes, il n'atteint que le général, c'est-à-dire l'objet de l'expérimentation. Ce n'est plus l'individu réel, mais un être général sans vie ni particularités. C'est ce qui fait dire à Bakounine que « la science n'a à faire qu'avec des ombres pareilles », c'est-à-dire des individus réifiés, transformés en objets d'expérimentation.

De fait, la science ne réussit à se constituer qu'en simplifiant les phénomènes et en substituant à la complexité du réel une autre réalité, basée sur des normes particulières. Certains paramètres et certaines variables sont sélectionnés, d'autres sont ignorés, pour élaborer des modèles efficaces. Le réel de la science est un réel appauvri qui n'est pas celui de la vie vécue. L'efficacité est quant à elle jugée selon les critères présumés de la science. Le problème est qu'une société organisée de plus en plus par ce type de rationalité, celui de la science,

transforme ses objets ; elle s'emploie à simplifier le réel et à conserver les paramètres renforçant sa force d'explication, modifie la vie sociale pour la rendre conforme à ses principes, et par là change les comportements et les perceptions.

Ce n'est pas seulement la science qui réduit ainsi l'individu en abstraction. C'est le cas de l'économie, du droit, de la religion, de la politique, qui ont la même « tendance fatale de sacrifier les individus à l'avantage de la même abstraction, appelée seulement chacune de noms différents ». Ce type de rationalité crée les conditions d'une aliénation globale, où l'individu se réduit à un objet simplifié et général, rouage d'une mécanique sociale elle-même basée sur des réductionnismes.

Bakounine analyse ici pertinemment la dépossession : *devenir étranger aux finalités de ses activités, c'est perdre cette part irrémédiable de singularité du vivant*. L'individu-e aliéné n'est plus l'individu-e réel, à la fois générique parce que toutes les potentialités se trouvent dans chaque être humain, et en même temps singulier parce que le vivant est toujours particulier. D'individualité, le voilà transformé en particule de masses homogènes.

Se constituer comme force matérielle pour subvertir notre dépendance au système de mort du technocapitalisme ne peut pas être de s'enchaîner de nouveau au règne de la survie, du travail et de la

consommation. Cela nécessite quelques bons efforts, certes, mais aussi et surtout une refonte complète de nos manières de nous lier les uns et les unes aux autres, d'habiter le monde et de relationner avec le vivant, avec pour base l'auto-organisation, l'entraide et l'égalité réelle.

Contre-société autonome

Au 19^{ème} siècle, socialistes utopiques et surtout gens de bras s'échinent à prolonger l'œuvre de la Grande Révolution débutée en France en 1789. Il est alors explicite que celle-ci a été stoppée et finalement détournée. Une conscience de classe s'éveille, ainsi qu'un projet : que l'individu s'affranchisse de toutes ses tutelles. L'association est alors considérée comme le remède à tous les maux et la solution pour lier l'humanité entière.

Sociétés de secours mutuelles, coopératives, banquets, journaux, sociétés secrètes pullulent. La solidarité s'organise : on cotise ensemble pour se prémunir contre la maladie, la vieillesse, le chômage, mais aussi pour se mettre en grève. Une contre-société émerge, parfois aux yeux de tous et toutes quand le contexte le permet, parfois en clandestinité quand la répression l'oblige. Les journaux circulent alors sous le manteau, les fêtes servent de lieu de rencontre, des signes distinctifs vestimentaires permettent de reconnaître les camarades. Il existe même des codes secrets par des gestes pour retrouver des complices à travers toute la France, et au-delà.

A Lyon, un rapport du commissaire central, daté de septembre 1849, donne des précisions sur la contre-société de cette ville agitée. Évidemment, il faut prendre avec précaution toutes ces données issues de rapports de police, de justice et du

gouvernement. Ces derniers avaient probablement tendance à gonfler les chiffres des rebelles pour favoriser l'inquiétude et justifier la répression.

Lyon est une cité ouvrière, où environ 75 000 personnes travaillent dans la soie – les canuts – en 1849. Les conditions de travail sont dures et la vie misérable. Les gens de bras ne se laissent toutefois pas faire et participent aux journées révolutionnaires de 1830. Malheureusement, elles ne feront tomber un roi que pour le remplacer par un autre. Mais cela a attisé l'espoir d'un monde nouveau, débarrassé de l'exploitation et des tyrans. La révolte grondera de nouveau en 1831, 1836 et 1848.

L'Association fraternelle de l'industrie française est le fer de lance de la société alternative qui se met alors en place. Elle émet ses propres billets – qui représentent une part du salaire des sociétaires – remboursables pour partie en biens et services. Une assemblée générale des sociétaires fixe les objectifs et les principes de l'association, et se réunit au moins une fois par an. Elle élit un comité directeur, tandis qu'un comité industriel est créé pour chaque type d'industries : épicerie, boulangerie, boucherie, charbon, bois. L'essentiel des produits de première nécessité sont couverts et disponibles à bas prix. Les bénéfices permettent de réserver des fonds pour les invalides.

A côté de cette association, le Parquet lyonnais recense cinq autres organisations du même type, et 184

sociétés de bienfaisance, où se montent discrètement caisses de grève et caches d'armes. Il y a aussi la Société des Mutuellistes, qui crée un système d'allocations pour les chômeurs grâce aux cotisations des 30 000 adhérents. En parallèle de cette Société des Mutuellistes, une société secrète est en plus créée en 1846 : les Voraces, camouflée en réunions festives dans des cabarets. Les fêtes sont l'occasion non seulement de nouer des complicités, mais aussi de diffuser brochures et journaux sous le manteau. En conclusion, le commissaire compte environ 40 000 individus « voués au désordre, au socialisme, à la communauté » en 1849.

La force des canuts lyonnais, et plus largement des partageux et partageuses, ces socialistes de la première heure, vient de ce tissu associatif. Il permet de les rendre plus indépendant-es, d'améliorer leur sort et de s'organiser sérieusement pour faire le coup de force le moment venu.

Le risque est bien sûr de se perdre dans ce genre d'initiatives, qui de moyens se transforment en une fin en soi. C'est déjà ce que soulignait Elysée Reclus fin 19^{ème} siècle :

« Il est si facile de se cantonner dans sa "bonne œuvre", en écartant les préoccupations et les dangers qui naissent du dévouement à la cause révolutionnaire dans toute son ampleur. On se dit qu'il importe avant tout de faire réussir

l'entreprise à laquelle l'honneur collectif d'un grand nombre d'amis se trouve attaché, et peu à peu on se laisse entraîner aux petites pratiques du commerce habituel : on avait eu le ferme vouloir de transformer le monde, et tout bonnement on se transforme en simple épicier ».

Or, la priorité doit toujours être la révolte, c'est-à-dire l'attaque et maintenir des liens étroits avec les luttes concrètes, pour éviter de tomber dans l'alternativisme.

Encore faut-il que quelque chose lie toutes ces initiatives disparates, une perspective commune. C'était auparavant en gros l'idéal révolutionnaire contre la bourgeoisie. Je ne vois pas autre chose que *l'anarchie* aujourd'hui, actualisée aux réalités de l'époque, notamment le refus des ravages industriels et la démolition de toute forme de domination. D'autres appelleront cela la libération totale.

Il y a peu de chances que ce genre de contre-société si large puisse exister aujourd'hui. D'autant que ces initiatives sont bien souvent chronophages, et finissent par perdre les gens, qui s'éloignent peu à peu de la lutte faute de temps. Ces initiatives sont aussi aujourd'hui trop souvent le prétexte à une dilution des contenus révolutionnaires. Au nom de la recherche du nombre, on cherche alors le plus petit dénominateur commun, et de simple épicier, on finit épicier soc-

dem... L'élargissement des aspirations révolutionnaires ne passe pas par une dilution des contenus, mais par la vivification du sentiment de révolte d'abord, et le développement d'activités favorisant une vie plus autonome ensuite. Ça n'empêche pas de s'inspirer des partageux et partageuses d'antan pour inventer de nouvelles formes.

Une nouvelle forme a justement surgi dans des bocages marécageux en 2009. Un appel est alors lancé par des agriculteur-ices, des habitant-es et des squatteur-euses pour occuper et fonder une vaste zone d'autonomie dans une logique anticapitaliste et antiautoritaire contre un projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Jusqu'en 2012, une centaine de personnes occupe la ZAD (Zone d'Aménagement Différé pour l'administration, devenue Zone A Défendre pour la lutte) et beaucoup d'autres viennent y séjourner occasionnellement. C'est mon cas. Cette première phase est marquée par une certaine influence des milieux squats, et donc imprégnés de positions anarchistes et autonomes, avec des perspectives de rupture avec l'ordre existant mises en avant. Lors d'une des premières manifestations massives sur zone, une grande banderole est ainsi déployée au-dessus du cortège et prévient les membres des partis et des syndicats que les drapeaux de leurs organisations ne seront pas tolérés, afin de prévenir toute logique de récupération politique de la lutte.

En octobre 2012, le pouvoir envoie 1 500 flics expulser la zone et détruire les cabanes. La ZAD tient et résiste. Un mois après, nous convergeons à 40 000 pour réoccuper la zone. De nouvelles maisons et cabanes sont construites, des terres semées, des fermes occupées, de nouvelles personnes s'installent. Des sabotages contre la multinationale Vinci, le constructeur, ont lieu un peu partout en France et à l'international. Et d'autres ZAD se forment ici et là.

Ce qui est le plus source d'inquiétude pour le pouvoir, ce n'est pas tant l'opposition à un projet aberrant. C'est d'abord l'expérimentation d'une vie anarchique à la marge de la société. Chacun et chacune peut y vivre loin du contrôle étatique. Une aubaine pour qui veut échapper à l'œil de l'Etat.

Il n'y a pas d'espace centralisé de décision. Il existe plusieurs formes d'organisation qui se croisent, s'entremêlent et parfois s'opposent. La sociabilité directe, les logiques affinitaires et les relations de voisinage sont le maillage réel de la circulation des idées et des propositions. La coordination se fait à la base et en face-à-face, de proche en proche.

Il y a encore moins de chefs, de représentants ou de porte-paroles. Le refus du porte-parolat va aller jusqu'à anonymiser l'ensemble des noms : tous et toutes ou presque s'attribuent le nom de « Camille » pour parler publiquement. Cet usage a le double

intérêt de se prémunir face au travail de renseignement de la police, mais aussi d'empêcher le surgissement d'une figure supérieure. Il est à noter que ce procédé n'est pas nouveau. En créant le personnage du « Général Ludd », les artisans et paysans anglais en révolte contre les machines au début du 19^{ème} siècle s'étaient ainsi dotés d'un chef imaginaire, appropriable par chacun et chacune. Ce procédé instauré à la ZAD évite de la même manière toute personnification et empêche l'émergence d'une figure tutélaire.

Une réunion hebdomadaire d'habitants et d'habitantes est instaurée à partir de 2012 face à l'afflux des occupants et occupantes, parfois éloignés de plusieurs kilomètres les uns et les unes des autres. Ce n'est pas un lieu de pouvoir coercitif, mais d'échange d'informations, d'expression des divergences, de lancement d'initiatives, de débat d'idées et de coordination basée sur le volontariat.

L'expérience de la ZAD repose sur l'idée que l'autonomie réelle se construit aussi matériellement : sans être une condition suffisante, elle est une condition nécessaire. Des espaces d'échanges et de ressources sont ainsi disposés à différents endroits de la zone, sans condition d'accès ni contrôle. On y trouve des journaux, des brochures, des vêtements, de la nourriture. Des vélos aussi sont à disposition, abandonnés dans un coin et laissés à l'usage de chacun et chacune. Ils sont régulièrement remis collectivement en

état de marche. Des points d'accès à l'eau courante, l'électricité et Internet sont aussi libres d'accès. Se vit ainsi le principe anarchiste-communiste de « la prise au tas ».

L'accès inconditionnel se traduit le plus souvent par le principe du « prix libre », supposant la possibilité de la gratuité et reposant sur la contribution volontaire. L'argent n'a d'ailleurs cours qu'à la marge sur la ZAD. Un No-Marché a ainsi été mis en place. Tous les vendredis, les surplus de récolte et des produits alimentaires sont mis en libre-service, gratuitement ou à « prix libre ». L'argent collecté est redistribué dans différents projets agricoles de la ZAD. Une radio pirate, Radio Klaxon, participe par ailleurs activement à la diffusion d'information et à la vie de l'occupation, contribuant de fait à la fabrication des conditions de l'autonomie.

Nous sommes en même temps loin d'un paradis idyllique. Outre les conditions parfois dures, que ce soit à cause du climat humide et rigoureux en hiver ou des flics, la ZAD connaît aussi son lot de conflits, d'embrouilles et d'agressions.

Il y a aussi des antagonismes irréconciliables. Après la tentative d'évacuation par les flics en 2012, la lutte entre dans une seconde phase davantage tournée vers des logiques de composition avec les syndicats, les partis de gauche et les associations citoyennes. Ce qui s'oppose alors, ce sont

deux visions de la lutte sur la question des moyens et des fins.

D'un côté, certains et certaines s'inquiètent du manque d'efficacité et suggèrent de créer une nouvelle instance de décision dotée de l'autorité nécessaire pour "trancher" entre les différents points de vue. Faire croître la force matérielle devient en même temps une fin en soi. Ce sont souvent les personnes les plus insérées dans les projets agricoles et les plus proches des associations citoyennes qui portent cette position. Cette tendance fragilise les formes d'organisation anarchique de la ZAD et vise au contraire à la structurer davantage à travers non plus le consensus, mais la coercition. Dans une logique de rapport de force, il s'agit d'imposer son point de vue.

D'un autre côté, les perspectives révolutionnaires et les impératifs d'auto-organisation tentent d'être maintenues. Mettant l'accent sur la critique globale du système et sur l'expérimentation de nouveaux rapports sociaux dans une zone occupée illégalement, ils se trouvent pourtant recouverts par des positions réformistes et centrées sur la critique du projet d'aéroport. Des thèmes plus consensuels sont privilégiés : l'écologie et le développement de communs à travers des activités agricoles et artisanales intégrées au marché et reconnues administrativement.

C'est malheureusement le point de vue de la stratégie comme idéologie qui va peu à peu s'imposer, sans pour

autant faire disparaître les divergences et les résistances. Le modèle d'une assemblée centralisée aboutit en 2017 à la création de l'Assemblée des usages, boycottée par une large partie des révolté-es. Cette assemblée regroupe la frange des habitants et habitantes de la ZAD la plus insérée dans les activités agricoles, ainsi que des agriculteurs historiques. Le but explicite de cette assemblée est d'anticiper le découpage des terres à venir, suite à l'abandon probable du projet. Celles et ceux qui ont le plus besoin de terres pour leurs activités se regroupent ensemble pour décider du découpage de terres occupées sans droits ni titres et considérées comme collectives. Comme beaucoup d'autres, il m'est alors apparu lors de mes passages de plus en plus désenchantés sur zone, que je me retrouvais à lutter pour que quelques personnes s'accaparent des terres sur le dos d'une lutte.

Cet antagonisme va éclater au grand jour lors de l'annonce par le pouvoir de l'abandon du projet d'aéroport, en janvier 2018. Dès le lendemain, les associations citoyennes et les riverains exigent la réouverture de la route départementale 281, sur laquelle des barricades ont été installées, tandis que les habitants et habitantes de l'est de la zone s'y opposent. La route est ouverte malgré tout, avec pour seule concession le maintien de la cabane du Lama fâché située sur la route. Finalement, une partie des opposants et opposantes au

projet d'aéroport démontent eux-mêmes la cabane et mènent l'expulsion en toute autonomie, anticipant l'évacuation policière et assumant leur rôle de flics contre une autre partie du mouvement.

De fait, les travaux de réfection de la route sont ensuite mis en place et sont l'occasion d'une occupation militaire de la zone par la gendarmerie, avec fouilles, contrôles d'identité et survols de drones. Fin février, nous retrouvons les mêmes guignols à aller entamer des négociations à la Préfecture, dans le but de signer des conventions d'occupation précaire.

Si toute une partie du mouvement refuse ces négociations, c'est non seulement par choix idéologique antiétatique, mais aussi en anticipant la sélection par la Préfecture des projets pouvant être maintenus ou non. De fait, l'habitat léger et mobile étant interdit en France, de nombreux lieux de vie sont de toute façon condamnés à l'illégalité. La position de négociier reviendrait alors à accepter l'expulsion de certains et certaines. Ce qui ne tarde pas à arriver.

Début avril, 2500 gendarmes appuyés par des blindés et des hélicoptères lancent des évacuations ciblées de la zone, essentiellement à l'est, c'est-à-dire envers les personnes les plus réfractaires à la normalisation de cette expérience séditionnelle. Plusieurs centaines de personnes rejoignent la ZAD pour résister, mais la mobilisation bat de l'aile depuis l'abandon du projet

d'aéroport et la mise en place de négociations. Des porte-paroles d'associations citoyennes se dissocient désormais des occupants et occupantes restants.

Les affrontements sont violents avec les gendarmes et font de nombreux et nombreuses blessés. Plusieurs personnes sont interpellées et incarcérées. Une partie des personnes réticentes à la légalisation des occupations quitte finalement la zone ou se résout à tenter de signer une convention d'occupation précaire. La Préfecture accepte finalement seulement 15 projets agricoles, concernant 170 ha et 40 lieux de vie.

Le 17 mai, une nouvelle vague d'expulsions des « sans fiche » est lancée, et 10 lieux sont détruits. Sur les 90 lieux initiaux, plus de la moitié aura été détruite. Les autres obtiennent des baux de fermage pour 9 ans. Comme un symbole, la réunion des habitants et habitantes, les tentatives alternatives de résolution des conflits, le No-Marché ou encore Radio Klaxon disparaissent, c'est-à-dire toute la richesse expérimentale de la vie anarchique qui a fait de la ZAD non pas un modèle, mais une expérience concrète d'une révolte capable d'ouvrir des brèches dans la normalité.

Derrière cet antagonisme se rejoue finalement des désaccords classiques. Il s'agit en fait de la question des moyens et des fins. Certains moments dans les luttes demandent de faire face à l'urgence et peuvent

nécessiter de prendre des décisions pour agir rapidement. Toutefois, la recherche à maintenir une position éthique de refus du principe d'autorité est ce qui permet de conserver vivant et désirable ce que porte la lutte, sans le renvoyer à un avenir incertain. L'efficacité est toujours relative aux objectifs visés à long terme. Ainsi, ce qui apparaît efficace à court terme peut ne pas l'être à long terme.

C'est d'ailleurs ainsi que la question de la concordance entre les moyens et les fins a été discutée et affirmée au sein du mouvement anarchistes. Errico Malatesta, par exemple, écrit dans un texte de 1903 :

« Il ne suffit pas de désirer une chose : si on veut l'obtenir, il faut certainement employer les moyens adaptés à sa réalisation. Et ces moyens ne sont pas arbitraires : ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées, et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie. Qui se met en chemin et se trompe de route, ne va pas où il veut, mais où le mène le chemin qu'il a pris ».

Il n'est donc pas question de pureté ou d'idéalisme, mais bel et bien d'une conception de l'efficacité qui n'oublie

pas la finalité visée. L'intransigeance sur les fins relève en réalité d'un souci d'efficacité à long terme. A l'inverse, les largesses prises par rapport au but fixé finissent par détourner de celui-ci et par orienter vers une autre direction. Or, en réalité, la proclamation de l'efficacité immédiate vient en général justifier la mise sous le tapis des principes les plus antiautoritaires et subversifs, et l'abandon des visées les plus émancipatrices.

Cette expérience de la ZAD est riche d'enseignements. Elle est une forme qui s'est avérée pertinente dans notre situation pour vivre des moments d'anarchie. Elle rappelle aussi qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur les enjeux possibles. Il faut peut-être davantage considérer les instants de libération arrachés plutôt que les espaces. Privilégier des moments d'anarchie est plus à notre portée que des zones d'anarchie, dans un monde saturé par l'Etat et le capital.

Evidemment, cela ne résout pas le problème magiquement : vivre ces moments implique des lieux où les vivre ; les vivre intensément implique des lieux où les vivre le plus longtemps possible et le plus fréquemment possible. Combien de dynamiques chouettes ont été essoufflées à force d'expulsions, jusqu'à ne plus avoir d'espace de respiration ?

L'ampleur du projet – changer la vie pour la rendre la plus autonome possible du système actuel et vivre le plus intensément possible la liberté –

peut faire peur. Mais il faut commencer petit. L'important est de se lancer. Par exemple, des compas ayant des connaissances dans la santé peuvent se regrouper pour ouvrir des consultations une demi-journée par semaine dans un local anarchiste. Ou encore, un petit marché gratuit ou à prix libre peut se mettre en place une fois par mois, où les personnes peuvent proposer surplus alimentaire, fringues et autres objets. Une fois ces pratiques mises en place, elles peuvent facilement croître avec les nécessités suscitées par les événements, que ce soit une crise ou une insurrection.

Il y a plein de possibilités. Développer des liens entre villes et campagnes pour développer des réseaux de distribution alimentaire ; mettre en place des dispensaires de santé ; proposer des espaces contre-culturels ; ouvrir des squats ; entretenir des jardins collectifs ; acheter des logements en commun ; proposer des ateliers d'autodéfense, etc. ; tout cela pour davantage d'autonomie. Nombre de ces initiatives signifie souvent devoir jouer avec les lignes entre légalité et illégalité, profiter des tolérances des démocraties libérales ou des vacances de pouvoir. Encore une fois, encore faut-il ne pas s'illusionner sur ce que peuvent être de tels espaces dans le système actuel. L'idée n'est certainement pas de passer tout son temps dans ces initiatives et de s'y perdre, jusqu'à ne plus avoir d'énergie pour la destruction. Il s'agit seulement d'avoir quelques

bases sur lesquelles s'appuyer quand une révolte surgit et ne pas se retrouver sans rien quand elle se confronte au franchissement du seuil matériel de la révolution.

Les ZAD, squats, occupations sont autant de possibilités où vivre des moments de libération tout en restant dans l'offensive et en contestant la légalité ; les locaux, communautés indigènes, terrains à la campagne, etc., sont d'autres initiatives permettant d'expérimenter et de démontrer que des alternatives existent ; tout autant de brèches dans lesquels vivre un tant soit peu nos idées prêtes à s'étendre le moment venu. A condition de ne pas les transformer en fins en soi, oubliant la perspective révolutionnaire : malheureusement, vivre pleinement nos idées ne peut que passer par en finir avec le système particulièrement envahissant qui nous domine aujourd'hui, jusque dans nos têtes.

Autonomie et anti-électorisme

Ce qui a fait partir l'expérience de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en nœud de boudin, c'est l'abandon du principe d'autonomie de la lutte. Autonomie vis-à-vis des organisations syndicales, partisans, associatives, autonomie vis-à-vis de la gauche et de la politique en général. La perspective révolutionnaire ne s'inscrit pas dans le jeu politique habituel, elle est une rupture.

Cette autonomie est essentielle vis-à-vis des syndicats. Ces organisations sont depuis longtemps intégrées au système, financées par l'Etat, siégeant dans les comités d'entreprise auprès des patrons, perfusées à l'idéologie cogestionnaire. Etant dépendants de l'Etat et du capitalisme, notamment pour se financer, elles auront toujours tendance à reproduire le système plutôt qu'à l'abattre, à négocier la longueur des chaînes plutôt qu'en finir avec l'exploitation, à préférer leur conservation à la perspective révolutionnaire. Elles sont structurellement liées à l'Etat et au Capital et ne peuvent donc pas envisager leur disparition : celle-ci provoquerait aussi la leur.

Il y a bien sûr des nuances entre les différentes sections et il existe des syndiqué-es sincères et combattifs. Ils finissent toujours, quand la situation devient explosive, à déborder leur

propre bureaucratie pour rejoindre les insurgé-es. Ce n'est pas pour rien. Les syndicats sont des organes d'encadrement des luttes. Il faut donc les dépasser. On ne combat pas l'aliénation par des moyens aliénés, comme dirait l'autre. Surtout, on ne poursuit pas la fin par tous les moyens, mais on cherche la concordance entre fins et moyens.

Le danger fasciste est quant à lui le dernier argument de vente de partis de gauche incapable de proposer quoi que ce soit. La gauche n'a jamais été qu'une gestionnaire du système en place, sous une forme un peu moins agressive. Et encore... Sauf que la parenthèse "démocratique et sociale" du capitalisme est derrière nous.

Rouvrir cette parenthèse exigerait des efforts intenses et un rapport de force considérable. Si une telle chose devait arriver – et il faut l'espérer – ce serait bien dommage de se contenter de petits aménagements tout juste capables de différer l'effondrement ou de redonner un peu d'air dans la lente agonie.

La forme démocratique n'a de toute façon jamais cessé d'être une forme de gouvernement comme les autres, prévoyant la suspension des quelques droits lâchés selon ses besoins et s'assurant toujours le pouvoir de quelques-uns et unes sur les autres. Après avoir démantelé les structures rigides de l'Ancien régime, la bourgeoisie s'est empressée de stopper les processus révolutionnaires et de

rétablir l'ordre. Plus souple, les formes constitutionnelles, républicaines et démocratiques vont s'imposer. Elles permettent de faciliter l'accumulation du capital, de lâcher des droits et des garanties sans remise en cause de fond en période de troubles, ou au contraire d'avancer vers des formes plus arbitraires et despotiques. Leur plasticité assure une meilleure reproduction au Léviathan, quitte à ce que quelque chose change pour que rien ne change. A la base de ce nouveau pouvoir fraîchement conquis, il y a d'ailleurs la volonté de ne jamais laisser les individus ordinaires décider et agir librement.

Au fondement de la théorie politique de la délégation du pouvoir et du système représentatif, il y a une idéologie aristocratique : les individus ordinaires seraient incapables de savoir ce qui est bon pour elles et eux ; et ensemble, ils formeraient une foule, une masse, une populace forcément irrationnelle et emportée par ses passions. La rationalité serait l'apanage de celles et ceux qui courent après le pouvoir et l'argent en écrasant les autres.

L'abbé Sieyès, véritable guide de la contre-révolution française après 1789, est l'un des grands théoriciens de cette théorie. Il la résumait d'une phrase simple : « la confiance doit venir d'en bas, le pouvoir d'en haut ». Ce qui est attendu de tout un chacun, c'est seulement de faire confiance aux dirigeants qui, au besoin, ramèneront le

troupeau dans le droit chemin par le bâton. La délégation du pouvoir, quelle que soit sa forme, est toujours d'abord un discours d'ordre pour soumettre au droit du plus fort et à l'Etat ; une mécanique bien huilée pour assurer la reproduction permanente du pouvoir. Les élections en sont un des moyens les plus aboutis, mettant en scène des oppositions superficielles permettant de désamorcer les conflits bien réels.

Partout dans le monde, les régimes politiques ont tendance à se durcir. Trump aux Etats-Unis est sur ce point un bon exemple. En France aussi, nous ne sommes plus tout à fait dans un régime de démocratie libérale. Non pas que c'était un régime émancipateur, loin s'en faut, mais ce n'est pas la même chose qu'une dictature. Nous ne sommes plus dans un régime de démocratie libérale, mais nous ne savons pas encore tout à fait dans quoi nous sommes embarqué-es. N'importe qui se confrontant au pouvoir par conviction ou de par sa condition, comme les exilé-es, en fait l'expérience quotidienne. Pour les autres, on peut certes très bien continuer sa vie et ne pas se rendre compte de ces changements rapides ; aller bosser comme si de rien n'était, consommer quand on le peut et fermer sa gueule. « On vit tranquille dans les cachots », comme disait le philosophe.

Comme d'habitude, la brutalité s'abat d'abord sur les personnes marginalisées. Qui se soucie réellement des exilé-es, des chômeur-euses, des

gosses de banlieue, des anarchistes ? Peu de monde. On peut fermer les yeux et faire comme si de rien n'était. Cela s'étend ensuite aux mouvements sociaux, qu'on réprime avec vigueur. Et puis ça se déploie peu à peu toujours plus loin. Jusqu'à ce qu'il ne reste plus personne pour réagir.

Ce serrage de vis global prête le flanc à un antifascisme le plus plat, qui propose au fond de revenir en arrière, au temps d'un capitalisme un peu moins brutal, du moins dans les contrées les plus riches. La brutalité était pour l'essentiel exportée ailleurs, ce qui n'empêchait pas son existence partout où c'était jugé nécessaire. Le pouvoir tient, *in fine*, par la violence.

Une ombre rôde, donc. Celle du fascisme. C'est du moins ce qu'on entend chez des gens très divers, de sensibilité de gauche ou même qui se présentent comme radicaux ou radicales.

La gauche est souvent présentée comme le moindre mal pour nous sauver du pire. Il faudrait faire front avec elle et lui donner son vote. Pourtant, elle a directement participé au développement de ce serrage de vis global. Elle a même, en France, appuyé sur l'accélérateur (un classique) : cadeaux au patronat, exploitation renforcée des travailleur-euses, contrôle drastique des chômeur-euses, chasse aux sans-papiers, mais aussi répression débridée. La gauche de gouvernement en France, par exemple, c'est celle des grenades assourdissantes et des véhicules blindés à l'assaut de la

ZAD de Notre-Dame-des-Landes en 2012, de la charge de gardes-mobiles laissant Rémi Fraisse sur le carreau à Sivens en 2014, de l'état d'urgence de 2015 qui fait entrer les lois antiterroristes dans le droit pénal, des interdictions de manifester lors de la contestation de la loi Travail en 2016... Sans oublier la loi sur l'extension du droit de faire usage de son arme à feu pour la police, en 2017, ce qui a engendré une augmentation rapide du nombre de personnes tuées par des flics : 10 en 2010, 22 en 2016, 40 en 2020, 52 en 2024.

La porte est ouverte pour le gouvernement suivant. La concentration du pouvoir entre quelques mains y s'accélère avec la nomination des préfets, des directions des administrations et des cabinets ministériels directement par le président, le regroupement des administrations ministérielles dans les départements sous la tutelle de l'Intérieur, le gouvernement par décrets et conseils de défense, l'usage frénétique du 49.3 pour passer les lois rapidement sans débats ni vote des députés, la fragilisation de l'indépendance des représentants d'une bourgeoisie concurrente (journalisme, tribunaux), la limitation du droit de grève et la répression des oppositions, l'imposition de gouvernements malgré les résultats électoraux, etc.

Sans parler des petites choses très révélatrices : coller des affiches dans la rue expose de plus en plus à la

garde-à-vue, diffuser des tracts dans une faculté à la répression des vigiles, obtenir une salle municipale pour se réunir au refus pur et simple. La liberté d'expression est une chimère pour qui souhaite en user. Sans parler de l'institutionnalisation des rafles de sans-papiers dans les gares ou même à la sortie des lieux d'aide humanitaire. Ou encore de la politique coloniale menée à Mayotte (opération Wuambushu) et en Kanaky à coups de flingues. Tout nous pousse en fait vers des régimes de plus en plus ouvertement despotiques. Pas besoin de l'extrême-droite pour ça.

Cette logique d'accélération de la répression n'est pas spécifique à la France. Elle traverse tous les pays. De fait, elle répond à une nécessité du capitalisme. L'accélération de la répression est nécessaire pour intensifier l'exploitation et continuer d'extraire de la valeur. La forme « démocratie libérale » et les quelques garanties sociales lâchées au cours du 20^e siècle ont permis d'intégrer, dans les pays les plus riches, la quasi-totalité de la population à la course à la croissance. Ça a permis surtout de pacifier une situation agitée. Mais c'en est fini.

Plus le droit du travail est démantelé, plus les droits au chômage sont attaqués, plus les cadences sont accélérées, plus les richesses se concentrent entre quelques mains, et plus la répression est nécessaire pour l'Etat et le Capital. Ajoutez à cela les menaces liées à la pollution et au réchauffement climatique... C'est dans

la poursuite de cette logique que le fascisme peut être une option pour une partie des classes dirigeantes. Et une option aujourd'hui pleinement assumée si le besoin s'en ferait sentir. Mais la seule manière d'empêcher le fascisme, c'est de s'en prendre à ce qui le nourrit : l'exploitation, la hiérarchie et l'ordre tels qu'ils existent.

Le succès de l'antifascisme le plus plat est aussi lié à l'incapacité de porter une autre perspective. De fait, il n'existe aujourd'hui plus vraiment de mouvement antiautoritaire et autonome capable de porter une perspective révolutionnaire. En France par exemple, le vaste mouvement autonome qui s'était fait une certaine réputation à la fin des années 90 et dans les années 2000 s'est dissous quand une partie de ses participant-es a choisi de rentrer dans le rang et de composer avec la gauche.

En 2016, la lutte contre la loi Travail et les attaques multiples des locaux du Parti Socialiste alors au pouvoir enterrent la gauche de gouvernement. Mais c'est un peu comme si une frange importante des antiautoritaires, autonomes, révolutionnaires se retrouvait effrayée par cette situation, orpheline d'une solution politique. Le choix de négocier avec le pouvoir à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a officialisé le virage réformiste de tout un pan de ce mouvement. Aujourd'hui, la gauche s'est de nouveau imposée comme le

débouché naturel des luttes. Merci les gauchistes !

La Grèce avait sur ce point était un précurseur. Alors que les anarchistes et révolté-es avaient conquis la rue dès 2008, la reprennent avec force en 2011, c'est le débouché politique de Syriza qui est massivement choisi plutôt que la perspective autonome et révolutionnaire. Le parti de gauche radicale arrive au pouvoir en 2015, se fait remettre à sa place par le FMI et l'Union Européenne, et applique ensuite avec zèle les politiques néolibérales. La presse ne s'y trompe pas, le positionnant désormais au centre-gauche. Un recentrement très rapide.

Il y en a eu bien d'autres des exemples de la gauche, même soi-disant radicale, au pouvoir : outre celui de Syriza, on se remémorera avec intérêt le bilan de Podemos en Espagne ou de l'Unité de gauche au Chili – et pourquoi pas de la flambée de gouvernements de gauche en Amérique Latine au début des années 2000 (Morales en Bolivie, Correa en Equateur, Lula au Brésil, etc.). Que le miroir aux illusions fonctionne encore reste une énigme...

Les gauchistes qui aujourd'hui passent leur temps à assimiler les dynamiques les plus dégueulasses du pouvoir à la seule extrême-droite participent directement à l'invisibilisation de la dynamique globale à l'œuvre. Ils et elles sont les idiots utiles de toutes les macronies du monde et des classes dirigeantes dans leur ensemble. Ce n'est pas seulement

l'extrême-droite le problème. Elle n'est qu'une option possible des gens de pouvoir, qui instaurent patiemment depuis de nombreuses années une nouvelle situation sociale capable de leur garantir de s'empiffrer le plus longtemps possible, jusqu'à épuisement de la planète s'il le faut. « Après nous le déluge » est leur mantra, le cynisme leur code de conduite.

Chercher à renforcer les logiques électorales et citoyennes relève non seulement de l'erreur, mais même d'un *déni de réalité*. Cela revient à ne surtout pas regarder la réalité en face et à favoriser les logiques à long terme qui favorisent l'extrême-droite. Mais à une époque où la mémoire fout le camp, les élections législatives de 2024 en France ont révélé où en étaient les illusions gauchistes. Nombreux et nombreuses pseudo-radicaux et radicales se sont ainsi empressé-es de courir avec la coalition de gauche aux côtés du funeste François Hollande, ancien président, entre autres crapules faussement repentis.

Courir avec la coalition de gauche pour faire barrage à l'extrême-droite, une énième fois, le plus souvent dans des circonscriptions où pourtant le vote extrême-droite reste faible. Il n'y avait donc aucune urgence dans ces zones là et c'est bien une adhésion idéologique qui s'est jouée. Et tout cela, malgré le petit succès électoral, avec pour résultat la mise en place d'un gouvernement conservateur. Le piège de la politique s'est encore une fois

révélé. Mais cela n'a rien d'une surprise : voilà 150 ans que les anarchistes ont rappelé le rôle du système électoral, à savoir maintenir le pouvoir. Ce n'est pas par les urnes que l'on met un point d'arrêt à l'exploitation capitaliste, à la domination étatique, aux ravages industrielles et aux oppressions racistes.

Si une fraction de cette énergie à danser avec la gauche et ses vieilles sirènes, à aller coller des affiches, diffuser des tracts, multiplier les réunions, s'indigner sur les réseaux sociaux, faire un petit tour dans la rue, était mis à des tâches révolutionnaires, la peur pourrait un tant soit peu changer de camp. Mais le rendu de toute cette énergie débordante a bien sûr été pathétique. Il ne pouvait pas en être autrement pour toutes les raisons décrites avant. Le système en place, pour se perpétuer, n'a plus le choix que de refermer la parenthèse du rallongement de la longueur des chaînes. Il lui faut revenir pas à pas à ses origines les plus brutales, quitte à accompagner ainsi l'effondrement. Le pouvoir pourra, bien sûr, lâcher prise ici ou là, par petites bouffées, pour mieux s'assurer l'acceptation. Mais la tendance générale ne changera pas.

Il est d'autant plus important d'avoir ça en tête qu'il est fort probable que le durcissement des régimes partout va pousser des tas de citoyenistes et bureaucrates en herbe à une radicalisation de façade. Elle est déjà en cours par-ci par-là. Des modes

d'action autrefois décriés pourront ainsi devenir légitimes, tant que la finalité reste l'aménagement du système en place et non de le foutre en l'air, la perspective de remanier le pouvoir et non de le détruire. Derrière les masques des émeutiers et émeutières peut parfois se cacher le piège de la politique.

La politique, c'est toujours l'art de gouverner. Une révolution ne peut que refuser ce jeu-là, à la manière dont le définissait quelqu'un comme Bakounine. Il a alors bien conscience que son activité révolutionnaire comporte une composante politique. Il critique d'ailleurs l'indifférence au jeu politique. Contrairement à ce que déclareront ses détracteurs à l'époque, il ne s'agit pas d'apolitisme, mais d'une position *antipolitique*.

Pour Bakounine, tout pouvoir contient une part maudite et pervertit même la personne la plus honorable. La question n'est pas de savoir si tel ou tel dirigeant est corrompu, manipulateur, violent. Le pouvoir en lui-même pervertit. Le fait de se retrouver en position de pouvoir transforme l'individu et le place en situation où il ne peut qu'exercer une domination sur les autres et abuser de sa position.

Ce n'est pas pour autant qu'il n'y aurait pas de décisions collectives à prendre, bien au contraire. Bakounine considère que c'est une nécessité. Ce qui est rejeté, c'est la séparation d'une instance décisionnelle du corps social, et son institutionnalisation qui finit par la consacrer théologiquement.

Suffrage universel ou censitaire, là n'est pas la question pour Bakounine. L'élargissement du suffrage ne supprime en rien le mensonge qu'est la représentation. Le pouvoir corrompt, et se trouver en position de représentant ou représentante ne peut que couper des aspirations populaires. La personne qui est élue finit forcément par être corrompue et par manipuler.

Les assemblées centralisatrices favorisent quant à elles le passage des « palpitations vivantes de l'âme populaire » vers des abstractions. Ce n'est pas pour cela que Bakounine n'admet pas la représentation des sections au sein de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), via des mandats impératifs. Mais cette représentation n'intervient alors pas au sein d'un petit Etat en gestation, mais dans une confédération qui préfigure celle qu'il appelle de ses vœux, reposant sur l'autonomie des sections et avec pour principe d'aller de bas en haut, et non l'inverse.

Cette critique du pouvoir, il va jusqu'à la formuler à destination des organisations ouvrières risquant de se bureaucratiser. De son expérience au sein de l'A.I.T., entre 1868 et son éviction en 1872, il tire plusieurs leçons. Il note d'abord la tendance à la constitution d'une élite militante, qui se considère indispensable. Mécaniquement, elle s'habitue à décider à la place des autres, et les délégués se coupent de leur base. L'autonomie des sections et des individus doit justement venir

empêcher cette dégénérescence, de même que les espaces de délibération à la base, sans oublier l'importance de l'individualité, y compris désobéissante. Et à côté, Bakounine passe son temps à développer des sociétés secrètes, peut-être de manière folklorique et rigide, mais surtout pour favoriser le libre rapprochement d'individus qui se font confiance dans le but d'agir collectivement, avec la discrétion que suppose la pratique révolutionnaire. Ce sont en quelque sorte des prémisses de groupes affinitaires.

La politique est toujours une sphère séparée, qui se traduit dans les faits par des gens se considérant comme plus compétents ou compétentes que les autres, devant prendre les décisions à leur place, y compris pour leur bien. Nous pouvons dire grossièrement que la politique est la sphère du pouvoir, tandis que le social correspond à la dynamique autonome des individu-es et des groupes.

On nous prétextera que l'assemblée, le comité de lutte ou le conseil ouvrier sont des institutions dans lesquelles se cristallisent le pouvoir, et sont quelque part séparés de la vie quotidienne. Certes. Si ce n'est que ce pouvoir peut bien plus facilement rester rigoureusement social, sans chefs ni représentants et sans entraver les initiatives individuelles, pris dans l'épaisseur de la réalité des tâches à mener. Davantage que d'y prendre des décisions, il importe d'y proposer des initiatives et des visions, ainsi que de

répartir les tâches. Ce n'est finalement rien de plus qu'un outil, perfectible et critiquable, qui ne peut ni se substituer à un système de règles informelles reposant sur les discussions directes, ni venir étouffer les initiatives individuelles ou de cercles d'affinité. Les assemblées, nom pompeux qui signifie en fait prendre des décisions communes entre personnes qui se reconnaissent comme associées, font peut-être que le collectif tient ; les affinités et initiatives libres qui émanent des individu-es font qu'il vit.

Il faut donc encore que les assemblées et autres conseils rompent avec la fiction démocratique, où tout se lit en termes de droits et devoirs, et donc de juges et policiers. A coups de majorité ne se règlent ni les divergences, ni les contradictions.

Prendre des décisions collectives sans coercition ni sanction implique l'engagement de celles et ceux qui ont pris la décision pour la réaliser. Il n'y a d'autre sanction à une obligation que l'on s'est librement choisie que la perte de considération d'autrui. Cependant, dans un monde futur où la richesse résiderait dans la diversité et la profondeur des relations, la considération ne serait pas quelque chose pris à la légère.

En outre, tout n'a pas à se discuter et se décider dans ce genre d'instances, qui autrement se dégraderaient en bureaucratie diffuse, ou pis, en espace unanime niant les conflits intrinsèques à la vie sociale.

C'est en cela que la position antipolitique n'est pas apolitique, puisqu'il s'agit bien d'une orientation consciente et déterminée : celle de circonscrire toute émergence de pouvoir sur les autres.

Tout ce qui vient occulter et réprimer l'épanouissement de la vie doit être détruit. La politique est un verrou à faire sauter, au même titre que la religion ou l'économie. Elle est toutefois largement valorisée, et nombre d'expressions contestataires reprennent irrémédiablement les habits de la politique, de la Commune de Paris aux bureaucrates anarchistes de l'Espagne de 36, en passant par les appels à la "démocratie réelle" sur les places occupées ou à de meilleurs représentants lors des insurrections de la soi-disant Génération Z en 2025. Il n'y aura sans doute pas d'anarchie tant que ce verrou n'aura pas été forcé. Forcer ce verrou implique non seulement de se défaire des logiques politiciennes les plus explicites, comme l'électoratisme, mais aussi de sortir des ghettos militants empreints de cet art de gouverner, pour privilégier les rencontres avec des révolté-es imperméables aux sirènes de la politique. Et il en existe pas mal...

Les leurres identitaires

Le piège politique s'ouvre parfois aussi à travers les leurres identitaires, déclinés à l'infini (à partir du genre, de la sexualité, de la couleur de peau, de l'alimentation, du rapport aux animaux, etc.). Il faut dire que pendant longtemps dans les milieux révolutionnaires, la seule forme d'oppression qui comptait vraiment était celle de classe. Dans la mesure où les autres (racisme, patriarcat, hétéronormativité...) n'étaient pas tout simplement niées, elles restaient le plus souvent inféodées à la primauté de la lutte des classes.

Aujourd'hui, c'est un peu l'inverse, et la politique identitaire en vient souvent à passer sous le tapis les antagonismes de classe. La plus grande association LGBT française s'est ainsi félicitée de la nomination de Gabriel Attal, homosexuel, comme Premier ministre. Il s'agit pourtant d'un bon petit soldat du serrage de vis global. Hillary Clinton, ex-candidate à la présidence de la première puissance, peut quant à elle reprendre à son compte le vocabulaire intersectionnel.

Largement insensible aux aspects matériels de l'émancipation, la politique identitaire suggère aujourd'hui un engagement plus moral que social, largement basé sur les questions de langage et de représentation. Par conséquent, les luttes identitaires tracent le plus souvent leur sillon en faisant le jeu de la politique : réclamer des droits

nouveaux et les inscrire dans la loi. Or, le droit est affaire d'individu-es abstrait-es et instaure une égalité des citoyens et citoyennes devant la loi ; loi qui légifère en réalité sur les inégalités autorisées ou non, variables selon les contextes sociaux. Cette conception dissimule donc les hiérarchies concrètes.

Les problèmes individuels cherchant à être résolus de cette manière dégagent le chemin pour une opposition participative, prête à entrer dans le jeu politique et bien sûr à voter, à occuper des espaces de pouvoir et à gérer en leur sein l'ordre actuel avec un discours à la fois identitaire et en même temps politiquement correct. Il n'est, pour les plus épris et éprises de cette forme de radicalité la plus compatible avec l'ordre, plus un problème de concevoir un capitalisme *gay friendly*, un séparatisme sur des bases ethnoculturelles (des cultures étanches et essentialisées) ou le maintien de l'autorité (surtout quand elle s'appuie sur les études ou la profession), tant que ceux-ci respectent la diversité. Or, la diversité n'est-elle pas une méthode de gestion des inégalités ? Ne consiste-t-elle pas à laisser tranquille les hiérarchies, en les voilant derrière un peu de saupoudrage ?

Cette approche réformiste a tous les traits du libéralisme. Le sujet doit être fluide, construire sans cesse son identité en se déconstruisant, sans exercer d'influence sur les autres. Être finalement libre, mais seul dans sa tête. Parce que les autres sont la limite à sa

liberté. Ce n'est toutefois pas un individu-e réel, car l'individualisme libéral dépouille en réalité l'individualité.

Atomisé, le sujet est sans cesse inscrit dans une catégorie sociale dans laquelle il doit se fondre : il est à la fois séparé et isolé des autres et en même temps transformé en particule de masses homogènes. Il doit entrer dans des cases d'où découleraient ce qu'il est. Sauf que la liberté, ce n'est pas ça. Ce n'est pas une abstraction.

Cette pseudo-liberté équivaut à celle de choisir entre deux paires de basket. Je pense que la liberté, celle qui vaut la peine de se battre pour elle, est autre chose. Elle est au-delà du monde de la marchandise et de l'Etat. Et elle est sociale, se trouve dans le fait de se mêler à autrui. Je ne suis pas libre sans les autres. N'est-ce pas pour cela que l'on éprouve un tel sentiment de liberté lorsque nous nous tenons épaule contre épaule avec des compas de lutte, se dressant ainsi contre la domination ? N'est-ce pas dans l'amitié et l'amour que l'on développe avec les autres que l'on s'épanouit le mieux ?

Bakounine disait que la liberté d'autrui n'était pas une limite ou la négation de ma liberté, mais au contraire sa condition et sa confirmation. La liberté d'autrui confirme la mienne et l'étend à l'infini. Je ne peux pas être libre sans compter sur un autre qui reconnaît ma propre liberté. Je ne peux donc pas être libre sans établir un rapport avec autrui,

rapport jamais établi, toujours fragile et à construire, loin des autorités surplombantes.

Loin des autorités surplombantes ? Oui, parce qu'elles viennent cadénasser l'élan de la liberté, polluer la reconnaissance réciproque de la liberté. Elles sont ennemies de la liberté. Les autorités religieuse, politique, juridique, économique, scientifique instaurent un monde de relations hiérarchisées nous captant tous et toutes. On baigne dedans, ce qui pousse à les reproduire parfois.

La liberté s'arrache dans la lutte. C'est une liberté à échelle humaine, prenant en compte la réalité complète de l'individu-e, avec ses fragilités, ses difficultés dans le pari de se lier à autrui, son insignifiance face à l'univers et ses liens irrémédiables avec celui-ci. La liberté ne se trouve pas dans le fait de se libérer des nécessités et de dominer la nature, mais au contraire en les reconnaissant pour mieux s'y mouvoir. Elle n'est pas non plus une négation des déterminations en s'extrayant du milieu social, mais au contraire une plongée dedans pour transformer non pas d'abord son état intérieur mais surtout le milieu social lui-même, et ainsi le rendre le plus favorable possible à l'émancipation. C'est une liberté qui n'est pas celle de la toute-puissance, seulement de la possibilité de s'épanouir.

La perspective révolutionnaire trouve sa dimension commune – allons-y carrément, universalisable – dans

cette aspiration : tout ce qui contrevient à l'épanouissement de cette liberté doit être combattu ; s'il existe une lutte centrale, c'est celle pour arracher des pans d'autonomie, pour la maîtrise de sa vie et de son propre corps, pour l'appropriation des finalités de ses activités, pour le contrôle de ses gestes et de ses décisions, pour la possibilité de rencontrer autrui dans un rapport égalitaire. L'individu-e fait donc bien ce qu'il veut de son cul et de sa vie.

Il y a il me semble une erreur sur ce qu'est et a toujours été la question sociale. La question sociale a toujours été plus large que la lutte des classes entre bourgeois et prolétaires, ou que le clivage entre riches et pauvres. Le système actuel a émergé du fait du mouvement des enclosures et de la mise en propriété des terres contre les paysans et paysannes, de la mise au travail sous la contrainte, de la radicalisation de la misogynie, de la traite "négrière" et de la colonisation, de la famille nucléaire qui s'est imposée. Elle inclut dès le départ la domination masculine, le racisme, le contrôle de la sexualité et de la vie quotidienne. Il en découle que pas plus que de conflit central, il n'existe de sujet révolutionnaire. La question sociale qui prévaut est probablement celle de la négativité ou non de la hiérarchie et du pouvoir ; de la lutte contre toute forme d'exploitation et de domination, donc.

Quand les personnes réalisent une action contre ce qui les oppresse, ce n'est pas plus par leur condition

objective (supposée) que par leur conception de justice, de liberté, d'égalité, d'émancipation. Les conditions objectives ne sont pas tout ; l'individu n'est pas rien. C'est bien pourquoi la recherche d'un sujet historique déjà présent n'a pas de sens. C'est l'individu-e qui est révolutionnaire ou non, pas son appartenance à un groupe social ou identitaire quelconque. C'est même le plus souvent en se rebellant aussi contre ses propres attachements, qui sont tout à la fois des fondations pour construire son individualité que des chaînes qui le retiennent et l'empêchent d'agir.

La priorisation des identités particulières a souvent tendance à favoriser des perspectives réformistes. Elle vient aussi parfois créer de drôles d'ambiance dans les milieux de révoltés. La légitime attention à la non reproduction de formes de pouvoir dans les espaces de lutte et l'enrichissement de la critique sociale par la lutte des minorité-es et des aspects spécifiques de la domination a parfois cédé le pas à l'obsession de traquer dans le moindre comportement tout ce qui pourrait entraîner une forme, même un peu vague, d'autorité. La suspicion généralisée laisse alors peu de place à l'établissement de solidarités concrètes et d'affinités agissantes.

De fait, les frontières se brouillent et une collègue peut être autant mon ennemie que le patron et un camarade aussi responsable de domination qu'un juge ou un

nucléocrate. Si aucune lutte solide ne se bâtit à l'ombre de rapports de pouvoir, même insidieux et informels, il serait bon de garder en tête que la perspective d'une société sans dieux ni maîtres passe surtout par attaquer les structures de pouvoir, celles-là même qui nourrissent les petits et grands penchants autoritaires et toute la brutalité ordinaire. Ce n'est certes pas suffisant, et sans tenter de changer en même temps la vie quotidienne, surtout dans ce qu'elle peut avoir de plus dégueulasse en termes de reproduction de domination, cela n'a aucun sens. Mais sans changer les sources de cette reproduction, aucun changement de société n'est possible. Il convient donc de les localiser et d'arrêter avec cette conception foucaldienne où le pouvoir serait partout et nulle part.

Nombre des travaux du philosophe Foucault traitent de questions d'un intérêt évident : les origines de l'institution psychiatrique, de la médecine moderne, de l'institution pénitentiaire, l'histoire de la sexualité. Carriériste et opportuniste, il ne faudrait pas oublier que c'est au moment où il se rapproche des ex-gauchistes convertis au libéralisme et du syndicat de la CFDT en train de prendre son virage de soumission au patronat qu'il théorise le biopouvoir. Il propose alors d'en finir avec la critique de l'aliénation et de la société de consommation. C'est d'ailleurs au même moment que, décidément lucide, il

s'enthousiasme pour le guide spirituel Khomeiny...

Cette philosophie du biopouvoir est venue alimenter la politique identitaire. Elle porte surtout cette sentence : le pouvoir serait partout. Il serait un jeu mouvant qui se produit à chaque instant, dans toutes les relations. Nous y sommes pris, un point c'est tout. Il serait dès lors illusoire de chercher un dépassement de cette situation. Tout juste pourrait-on limiter les dégâts.

Outre la fragilisation de l'identification de l'ennemi-e, il en découle un relativisme qui est devenu à la mode aujourd'hui. Tout se vaudrait. Pourtant, le défaut de consentement sorti du chapeau pour éviter une explication houleuse n'est pas la même chose que celui, bien réel et violent, d'une agression sexuelle. Peut-on seulement utiliser les mêmes termes ? De même, la violence très palpable de l'Etat et de ses sbires n'est pas la même que celle, symbolique, de la personne qui m'a dégenré. La puissance des discours normatifs ne porte pas les mêmes blessures que les matraques et l'expérience de l'enfermement.

Au-delà : tous les combats méritent d'être portés, mais tout ne peut pas être mis sur le même plan. Tout ne se vaut pas, cela signifie aussi qu'il y a des aspects plus stratégiques que d'autres. S'attaquer non à ce qu'il y a de plus facile car plus à la mode, mais aux aspects les plus stratégiques du pouvoir, comme les prisons, l'industrie militaire, les frontières ou encore le nucléaire,

c'est maintenir ouverte la question révolutionnaire. Toute révolution ne pourra que se confronter à ces aspects. Il n'est certes pas aisé de s'y confronter. Pourtant, cela maintient l'attention sur le cœur du pouvoir, et par là même la possibilité, même infime, non pas de changer le pouvoir, mais de le détruire.

Il existe par ailleurs des formes de cristallisation, selon les contextes et les stratégies de l'ennemi-e. Par exemple, l'essor des nouvelles technologies est tel dans nos sociétés programmées qu'il serait difficile de ne pas inclure cette nouvelle réalité dans tout projet d'émancipation. Pareil avec l'artificialisation des milieux et les ravages industriels : les pollutions et le réchauffement climatique ne peuvent être qu'une dimension nécessaire de toute perspective révolutionnaire aujourd'hui. Notre monde et notre vie ont très perceptiblement changé en quelques décennies. Les contraintes matérielles développées par ces évolutions touchent nos logements, l'architecture de nos rues, nos objets du quotidien, nos manières de travailler, nos modes de vie. Avec eux, nos faits et gestes, nos désirs, nos rêves et notre vision du monde se transforment.

Tout ne se vaut pas, cela signifie aussi que la nécessaire diversité des pratiques rebelles ne doit pas masquer qu'incendier un tribunal n'est pas la même chose qu'un rassemblement devant. Il faut bien s'affronter à la question des moyens qu'on se donne pour avancer vers une possibilité

révolutionnaire, en minimisant les risques, mais sans se raconter d'histoires non plus sur la radicalité de nos activités.

Organisation informelle et persévérante

Même si tout ne se vaut pas, la lutte a tout à gagner à privilégier la diversité des tactiques et des perspectives, conserver une dimension protéiforme qui fait si peur au pouvoir. Les anarchistes – parce qu'ils et elles sont des révolté-es au même titre que les autres – ont leur partition à jouer dans cette dynamique : conjurer l'émergence de formes de pouvoir et pousser au plus loin la lutte dans la perspective de démolir toute forme de hiérarchie.

Cela passe par défendre, avec d'autres, une trajectoire de lutte et quelques repères sur le monde futur désirable. C'est aussi assumer de se constituer comme force parfois. Après tout, on ne va pas s'excuser d'être anarchiste et d'avoir une idée de ce qu'on veut (ou au moins de ce qu'on ne veut pas) ! Se constituer comme force n'empêche pas les divergences, qui sont après tout une expression de la vitalité de la liberté.

Face à cet enjeu de se constituer comme force, se rejoue parfois la petite musique de la tentation de l'organisation formelle et permanente. Pourtant, seule une organisation informelle, autonome, souple et en perpétuel mouvement peut mener des attaques contre toutes sortes d'objectifs sans trop s'exposer à la répression. Sans parler du fait que le piège de l'organisation fixe est de s'éloigner de ce vers quoi nous voulons tendre, de

perdre en cohérence et de finalement étouffer les intentions pour lesquelles nous nous révoltons.

Toute organisation formelle finit par donner la priorité à sa propre reproduction. Les objectifs de lutte passent au second plan. Les impératifs légalistes, pour éviter la suppression sous les coups de la répression, atténuent encore plus la dimension offensive. Au final, c'est même la réputation vis-à-vis de l'opinion publique qui peut finir par condamner les élans les plus combatifs et à chercher le plus petit dénominateur commun. Une organisation formelle finit souvent par devenir une force contre-révolutionnaire – surtout à une époque où les mouvements de masse, qui ont abouti par exemple à la CNT espagnole ou la FORA argentine, sont bel et bien finis.

Pour rompre avec la tyrannie du nombre sans pour autant se transformer en petits milieux sectaires, déboussoler les calendriers officiels tout en intervenant dans les luttes, nous devons bien nous organiser. Pour échapper aux contradictions d'une organisation formelle, il reste l'organisation informelle.

Son point de départ est de déterminer les nécessités organisationnelles en fonction des nécessités de l'objectif et de la situation. Ce n'est pas toujours évident, tant le réflexe est d'abord de s'organiser pour ensuite réfléchir à comment intervenir. Il est même probable que le fait de

pouvoir se rencontrer et réfléchir ensemble soit un préalable nécessaire à la définition d'objectifs. Ce qui veut dire aussi des lieux pérennes où échanger... Il faut d'abord se rencontrer pour définir des objectifs.

L'organisation informelle peut prendre différentes formes, mais pour moi elle s'appuie sur deux configurations complémentaires : le groupe affinitaire et l'assemblée.

Les groupes d'affinité, basés sur la confiance mutuelle et des expériences communes, permettent d'agir rapidement sans attendre et de manière anonyme. Cette souplesse est nécessaire dans la lutte. Les groupes affinitaires stimulent l'initiative autonome, la décentralisation, la spontanéité, c'est-à-dire les aspects les plus incontrôlables.

Par affinité, je n'entends pas un rapport sentimental. Un groupe d'affinité est autre chose qu'une bande de potes. L'affinité est un lien d'attraction mutuelle basé sur une connaissance réciproque. Je m'associe à d'autres parce que je partage des affinités sur les questions des moyens et des fins dans la révolte. Cela demande du temps, d'éprouver des expériences communes, d'apprendre à se connaître. Le lien n'est jamais définitivement établi et la connaissance réciproque reste une recherche perpétuelle.

Le groupe affinitaire a donc des frontières poreuses. Il se forme et se déforme au gré des objectifs visés, des sensibilités de chacun et chacune, des préférences ou des priorités du

moment. Il est par nature de petite taille, privilégiant la coordination de petits groupes affinitaires à la croissance numérique.

L'affinité n'est pas une adhésion à un club ou un adoubement à un clan. Ce n'est pas non plus le prétexte facile à partir duquel des tas de groupes anarchistes informels locaux se transforment en petit milieu fermé, où le partage de références culturelles remplace l'élaboration de projets.

En même temps, il faut bien aussi des espaces plus ouverts et publics pour rencontrer d'autres gens et débattre. Ce n'est pas pour rien qu'à chaque moment de lutte un peu intense, la forme assemblée ressurgit partout. Elle répond à la nécessité d'essayer de s'organiser ensemble même sans se connaître préalablement, de confronter les points de vue, et probablement aussi d'éprouver le sentiment d'une puissance collective.

Un mouvement de lutte ne peut pas être un grand groupe affinitaire. La diversité, qui en fait aussi sa richesse, est trop grande et les complicités pas encore tissées entre la plupart des gens. Les gens ont donc besoin d'espaces où se rencontrer et discuter des enjeux de la lutte.

Encore faut-il que l'assemblée reste avant tout un outil et ne se transforme pas en instance bureaucratique. Or, pour ne prendre que cet exemple, les tours de paroles peuvent parfois ne donner lieu qu'à une succession d'interventions à rallonges

entre experts de la militance et créer ainsi une prise de pouvoir. Des stratégies manipulatoires existent, sont fréquemment utilisées et sont repérables, comme par exemple se placer différemment à plusieurs pour maîtriser l'espace et faire croire à une cohésion spontanée de plein de gens, alors que tous ces gens se connaissent et ont préparé en amont leurs interventions. Des jeux politiques entre bureaucrates viennent en outre régulièrement polluer ces espaces.

Les assemblées, comités de lutte et conseils locaux peuvent être une force, mais aussi se transformer en simple appareil de gestion politique. Ce sont aussi des lieux de conflits, dans lesquels il faut s'opposer fermement à toutes les manipulations politiciennes, mettre à jour les stratégies d'encadrement étouffant la révolte, et pousser au plus loin les possibilités de lutte.

Il s'agit ainsi de créer, malgré tout, les conditions pour que puissent se manifester les divergences, non pour les dissoudre, mais pour qu'elles puissent être prises en compte et discutées. Non pas dans l'ambition de maintenir une unité, ou de pacifier la situation, mais dans l'idée que s'échangent et se débattent les oppositions, les clivages. Faire que puissent aussi s'y articuler différentes manières de subvertir l'ordre existant, que des perspectives communes puissent s'atteindre.

La fiction de la démocratie, fût-elle "réelle", est l'existence d'un intérêt

général s'imposant aux individu-es, sommé-es de s'y soumettre : une conception en termes de droits et de devoirs, et donc de juges et de policiers. Sauf qu'à coups de majorité ne se règlent pas les divergences et les contradictions. Persiste dans la démocratie la même amputation de la liberté que toute forme de gouvernement.

Des choses doivent échapper à l'assemblée, ne serait-ce que parce tout ne peut pas s'y discuter du fait que ce soit un espace investi par des flics, des indics et des journalistes. D'ailleurs, des actions de groupes affinitaires peuvent aller plus loin dans la voie de la révolution sociale qu'une assemblée où s'expriment essentiellement les positions mollassonnes soumises à l'époque. Pour conclure, disons que seule, l'assemblée est une instance gestionnaire ; seuls, les groupes d'affinité restent trop cloisonnés.

L'organisation informelle et autonome semble la plus cohérente pour viser l'émancipation. Encore faut-il prendre la question de l'organisation au sérieux. Or, l'organisation informelle est aujourd'hui trop souvent l'excuse à ne pas s'organiser sérieusement. Une organisation sans coercition ne peut pourtant fonctionner que si la parole est tenue, que si l'on peut croire dans les engagements pris. Autrement, il ne reste plus que la liberté dans un sens libéral, où chacun et chacune fait ce qu'il ou elle veut sans se soucier des autres, parce que les autres sont considérés comme la

limite à sa liberté. Comme une telle situation n'est pas tenable, elle finit en général par faire ressurgir la force qui s'impose et à faire resurgir le pouvoir sur autrui. Sans prendre la question de l'engagement auprès des autres avec exigence, il n'y a pas d'auto-organisation possible.

Je trouve même qu'il y a parfois des élans étranges dans les milieux radicaux. Le fait de diffuser largement des idées est quelquefois considéré comme une tentative de recrutement ; les tentatives de maintenir des espaces dans la durée (locaux, bibliothèques, journaux...) comme des dérives bureaucratiques. Avons-nous si peur de nous-mêmes ? Qu'on s'entende bien, la force des propositions anarchistes est bel et bien de rappeler que n'importe qui en position de pouvoir finira corrompu. Même le révolutionnaire le plus intransigeant finirait par être emporté par la corruption du pouvoir. Est-ce une raison pour ne pas chercher à généraliser le conflit, essayer de nouer des complicités le plus largement possible, tenter de maintenir des espaces sur lesquels s'appuyer ? D'autant que ces impératifs à une certaine pureté deviennent parfois un prétexte pour se retrancher dans des petits cocons confortables, qui finissent surtout à ressembler à des communautés exclusives, avec leurs propres langages et leurs codes étanches aux autres.

Pour s'organiser, encore faut-il se rencontrer et nouer des complicités. Il

faut pouvoir apparaître aux autres, être rejoignable et s'inscrire un tant soit peu dans la durée à travers des espaces ouverts vers l'extérieur : locaux, bibliothèques, journaux, causeries, tables de presse, activités publiques diverses, etc., qui sont autant de *points de référence*. Il n'y a qu'ainsi que peuvent se construire des solidarités solides et étendues et débiter le chemin sinueux de la connaissance réciproque.

Certes, les espaces arrachés par la lutte, comme les ZAD, les occupations ou les squats, sont immédiatement offensifs et répondent mieux à nos aspirations. Ils sont aussi assiégés et régulièrement réprimés. Or, nous avons aussi besoin d'espaces plus pérennes. L'énergie que demande la lutte quotidienne, si en plus elle doit sans cesse déménager de lieu en lieu et baigner sans cesse dans l'illégalisme, n'est pas toujours compatible, surtout quand les compas prennent de l'âge. Tout le monde a besoin de trouver un peu de sécurité et de stabilité, d'autant plus quand on a moins de temps disponible pour lutter. Certains et certaines deviennent même parents, avec les obligations y afférant.

Ce n'est certes pas impossible que le passage à un mouvement entièrement clandestin, dans certaines circonstances, soit obligé. Dans les vieilles démocraties libérales, même si elles se durcissent à grande vitesse, nous n'en sommes pas là. Par ailleurs, le virage illibéral ne rompt pas avec le calcul de tout pouvoir : défaire toute

opposition réelle sans exacerber les tensions sociales. Nous avons une certaine marge pour jouer avec les limites du pouvoir. Pensons aux Voraces, ces partageux et partageuses du Lyonnais qui conspiraient clandestinement sous couvert d'une association festive.

Le repli activiste

Un petit groupe de gens, aussi déterminé soit-il, ne peut pas mener une révolution. Il peut contribuer à précipiter les événements, il peut suggérer des approfondissements. Il ne peut pas détruire le pouvoir à lui seul. En découle la question de la généralisation du conflit.

C'est autre chose que celle du nombre : généraliser le conflit relève d'abord d'aspects qualitatifs. Quel contenu au conflit ? Par quels moyens et méthodes de lutte ? Comment préserver l'auto-organisation sans tomber dans la délégation ?

Il n'empêche qu'il y a bien, qu'on le veuille ou non, la dimension subsidiaire du nombre. Elle est parfois mise trop facilement sous le tapis, renvoyant un peu magiquement chacun et chacune à sa responsabilité individuelle. Le groupe affinitaire agit, et par là fait une proposition de lutte, qui est suivie ou non d'effets. Sauf que ça renvoie aussi la plupart des gens à leur propre isolement ; à leur propre difficulté, parfois difficilement surmontable, de passer à l'action. Il est donc nécessaire de proposer des solutions pour faciliter le passage à l'acte rebelle.

Un action directe isolée ne fait pas trembler le pouvoir. Sa force réside dans sa facile reproductibilité, permettant une multiplication capable de produire des effets importants. Ce sont en effet des méthodes de lutte

nécessitant peu de spécialisation et peu d'entraînement, en faisant avec des informations et des outils accessibles. Cela permet à la révolte de se répandre beaucoup plus rapidement dans les moments d'agitation sociale, que chacun et chacune contribue sans rester spectateur et spectatrice d'une lutte menée par une petite bande d'insurgé-es professionnel-les. La révolte est alors diffuse, sans leader ni centre, et ainsi bien difficile à contenir pour les flics.

Le sabotage destructeur s'est bel et bien propagé à grande échelle lors du soulèvement de 2019 au Chili. Une énième hausse du ticket de métro, dernière offensive après des réformes serrant toujours plus la vis, met le feu aux poudres. D'abord, ce sont des fraudes généralisées qui vont se mettre en place, assumant les affrontements avec les flics et les vigiles. Ensuite, ce sont bel et bien des destructions qui vont avoir lieu. Les incendies de stations de métro et de bus marquent le passage de l'aspiration autogestionnaire (ne plus payer) à celle révolutionnaire (faire de la place à un monde nouveau). Certains et certaines diront que les transports publics sont des services utiles. Oui, mais à quoi servent-ils dans une ville comme Santiago ? A aller bosser ou étudier. Les détruire, c'est s'en libérer ici et maintenant.

Les manifs et émeutes vont rapidement être complétées par des vagues de destructions à travers tout le pays. Celles-ci visent des sièges des entreprises du gaz et d'électricité, des

banques, des péages routiers, des tribunaux, des églises, des mairies, des *malls* (après pillage), bref, que des choses nuisibles. Il faudra l'état d'urgence, la promesse d'une nouvelle constitution et surtout le confinement lors de la crise sanitaire de 2020 pour calmer la révolte.

La même chose s'est passée un peu avant, à échelle plus réduite, lors de la révolte des Gilets jaunes en France en 2018 et 2019. Aux manifs émeutières se sont associées la multiplication des incendies de radars automatiques, péages routiers, antennes relais, câbles et armoires Internet, etc. Des gestes qui mis ensemble poussent plus loin la révolte, surtout quand la brutalité de la répression et les techniques de maintien de l'ordre parviennent à reprendre la rue aux révolté-es et la tenir.

En outre, qui peut savoir quel élan peut provoquer un geste semblant isolé ? La plupart des révoltes commence par des actes pouvant paraître insignifiants, parce que finalement isolés et trop souvent banals. Qui pouvait imaginer qu'après que Mohamed Bouazizi s'immole par le feu, en décembre 2010, une dictature en place depuis plus de 50 ans allait chuter ? C'est pourtant ce qui s'est passé en Tunisie, et ce qui a contribué à mettre le feu aux poudres dans de nombreux pays.

Il en est de même lorsque Alexis Grigoropoulos est assassiné par des flics à Exarchia, en Grèce en décembre 2008, déclenchant un soulèvement mettant en

échec la police pendant un mois. Aux mêmes causes, les mêmes effets. Lorsque Georges Floyd meurt étouffé par des flics en mai 2020, plusieurs villes états-uniennes s'enflamment. En 4 mois, plus de 2500 villes vont connaître manifs, pillages, incendies, émeutes. Il en sera de même lorsque Nahel est abattu par des policiers en France en juin 2023. Un de plus. Sauf que cette fois, la France est agitée par un soulèvement intense des quartiers populaires. 2508 bâtiments sont dégradés ou incendiés, dont 273 locaux de la police ou de la gendarmerie, 105 mairies et 168 écoles en seulement quelques nuits. Le syndicat des patrons, le Medef, évoque le chiffre d'un milliard d'euros de dégâts pour les entreprises. En quelques nuits, des milliers de jeunes et moins jeunes font trembler le pouvoir.

Le 1^{er} novembre 2024, c'est l'effondrement du toit d'une gare venant d'être rénovée, provoquant 16 morts, qui fait descendre des milliers et des milliers de Serbes dans la rue pour dénoncer le pouvoir corrompu. Quelques mois plus tard, le chef de gouvernement doit démissionner, ce qui ne freine pas la révolte. La répression est pourtant violente, et des mercenaires sont même recrutés dans la mafia et payés par l'Etat pour s'en prendre aux manifestant-es. Cela n'empêche pas des milliers de personnes de continuer de prendre la rue en novembre 2025.

Il n'y a pas que des drames qui peuvent déclencher des révoltes. La

Révolution française commence quant à elle en 1789 par une bande de casseur-euses faisant une émeute contre une prison. Personne n'aurait imaginé qu'en quelques années cela emporterait la vieille société de l'Ancien Régime. La monotonie du quotidien peut être rompue à tout moment et rien ne permet d'anticiper ce qui mettra le feu aux poudres. Il ne reste qu'à essayer de souffler sur les braises.

Les sabotages aussi peuvent entraîner des soulèvements. La grande grève générale des cheminots du Nord, en 1910 en France, a été déclenchée par une série de sabotages pour empêcher la circulation des trains. Il faut dire que les grévistes sont révoqués et l'armée déployée pour maintenir la normalité. Le ministère de l'Intérieur compte alors plus de 2900 actes de sabotages entre octobre 1910 et juin 1911, provoquant des dégâts matériels considérables.

Il est indéniable que depuis plusieurs années un peu partout un saut qualitatif semble être franchi, notamment par la vague de sabotages sur les infrastructures technologiques et énergétiques. Il faut dire que leur dissémination partout en fait des cibles vulnérables. Il s'agit alors de s'attaquer directement aux racines du problème par nous-mêmes ; d'attaquer ce qui nous détruit, et d'abord les piliers de nos sociétés actuelles et ainsi entraver ce qui lui permet de fonctionner normalement.

Un bon exemple est l'attaque coordonnée des lignes TGV menant à

Paris la veille de la cérémonie d'ouverture de cette fête de l'aliénation que sont les Jeux Olympiques. En 5 endroits différents, des câbles de fibre optique sont incendiés ou sectionnés, coupant les postes d'aiguillage, par « une délégation inattendue ». Les installations se mettent alors en mode feu rouge et les trains sont automatiquement arrêtés. La circulation a de fait été fortement perturbée pendant plusieurs jours.

On aurait toutefois tort, à mon avis, de considérer que ces vagues de sabotages seraient suffisantes et pourraient comme par magie faire tomber l'ensemble de l'ordre existant. Il faudra bien d'autres ingrédients pour démolir le vieux monde. Ce n'est qu'un point de départ pour fragiliser le système, une contribution pertinente. Après tout, il faut bien commencer quelque part.

Une révolution ne sera pas une succession de gestes de révolte nocturnes, aussi audacieux soient-ils. Il faut aussi prendre la rue, changer la vie quotidienne, tenir des positions publiquement, se mêler à d'autres et confronter les points de vue. Et surtout garder à l'esprit que ces attaques peuvent véritablement servir de mèche explosive quand elles trouvent un écho et parviennent à tisser des complicités dans des situations sociales concrètes.

Il faut se confronter sans cesse à la question de la généralisation du conflit. Encore faut-il que cette reproductibilité de l'action directe ne

soit pas renvoyée magiquement à la responsabilité individuelle de chacun et chacune. Un sabotage, par exemple, ne s'improvise pas, nécessite quelques connaissances pratiques et de la préparation.

En 2012, la lutte contre la ligne THT (Très Haute Tension) devant relier le nouveau réacteur EPR de Flamanville (nord-ouest de la France) au réseau européen a su affronter ce problème, me semble-t-il. Une assemblée antinucléaire cherche alors à ralentir les travaux, taper au portefeuille des industriels et au passage à diffuser l'idée que les pylônes électriques, maillons indispensables du système, sont vulnérables.

Un bois sur le tracé de la ligne est occupé, des manifs et des sabotages ont lieu toute l'année 2012. Un premier temps a été donné à des actions collectives, menant à des déboulonnages et sciages de pylônes en étant masqués et protégés par des banderoles. Ce n'était alors pas tant l'efficacité qui était visé que le partage de savoir-faire et de pratiques. Quand il n'a plus été possible de faire ce type d'actions collectives au grand-jour, les dispositifs de flics ne le permettant plus, ce sont des centaines de sabotages anonymes et nocturnes qui ont pris le relai. Il y en aurait probablement eu moins s'il n'y avait pas eu au préalable ces moments collectifs.

Il me semble que c'est une méthode pertinente pour diffuser des pratiques et chercher à étendre la lutte.

Elle doit évidemment s'adapter au réel et n'est pas reproductible tel quel. Ce ne serait probablement plus possible de faire la même chose au même endroit aujourd'hui, la répression étant en France plus rapide et plus véhémente. Il faudrait ajuster la méthode au contexte. Mais n'est-ce pas toujours le cas ?

La question de la généralisation du conflit n'est donc pas purement quantitative, elle est d'abord qualitative. Tout révolutionnaire a bien sûr envie d'être le plus nombreux et la plus nombreuse possible. C'est plus facile d'attaquer à 1000 qu'à 10. En revanche, pas par n'importe quels moyens, surtout pas les plus opportunistes cherchant à tisser des alliances de circonstances avec des tendances autoritaires. La révolution, pour rester vivante, n'est pas un jeu de manigances politiciennes où l'éthique s'efface derrière la stratégie.

C'est en faisant de la recherche du nombre une priorité que l'intransigeance sur le contenu révolutionnaire part en désuétude. De même, s'élargir, ce n'est pas se transformer en majorité. La dynamique révolutionnaire n'est et ne sera jamais portée par une majorité, elle est toujours une minorité qui s'assume pour attaquer le pouvoir en place, pour peu qu'elle tende en même temps à résonner socialement. Comme le soulignait Landauer, il suffit parfois de pionniers et pionnières affirmant leur éclatante individualité pour susciter les chocs et ruptures capables de provoquer une réaction en chaîne :

ainsi libérée, une énergie révolutionnaire peut entraîner beaucoup de monde avec elle.

La généralisation du conflit pose aussi la question de comment faire écho, comment faire résonner socialement le sens de la révolte. Il n'y a pas de bons moments pour frapper – il est tout le temps pertinent d'attaquer – mais il existe peut-être des moments plus opportuns et plus décisifs. Nous avons donc tout intérêt à nous joindre et participer à notre manière, épauler contre épauler avec les compagnon-nés de lutte, aux éclats de liberté, comme en France lors de la révolte des Gilets jaunes en 2018, du soulèvement suite à la mort de Nahel en 2023, ou de l'insurrection kanake en 2024. Lorsque des gens sont déjà en mouvement, que la normalité se brouille et des carcans se fissurent, la révolte peut aller plus loin. Parfois très loin, et peut-être même franchir ce seuil la faisant basculer dans la réalisation pratique de la révolution.

Je ne vois pas d'autres manières de tenter l'aventure révolutionnaire que de se plonger dans les luttes, malgré les aspects parfois repoussants les habitant. Toujours en gardant un pied dedans, un pied en dehors, en cherchant à s'associer avec des révolté-es plutôt qu'avec des militant-es et toujours en menant le travail critique interne dans la lutte. Une lutte se mène aussi à l'intérieur même d'un mouvement d'agitation.

De toute façon, en découdre, et quant à faire aux côtés d'autres

personnes que le même petit cercle de compas, contient des aspects positifs : ça renforce des affinités, tisse de nouvelles complicités, perpétue une gymnastique révolutionnaire, comme on disait dans le temps, permet de diffuser des idées et des pratiques, etc., dans une période plus favorable à la rencontre et la réception. Sans compter que ça fait toujours du bien pour la santé mentale que se craquelle un peu la misère du ronron de la normalité. Toutefois, cette participation active ne peut qu'être sans cesse réévaluée : à partir de quand essayer de porter par la parole, l'écrit et l'agir une perspective anarchiste et révolutionnaire nous transforme en petites mains d'une perspective résolument réformiste ? Il n'y a aucune réponse préalable.

Peut-être l'un des repères est celui de la différence entre généralisation du conflit et débordements de l'encadrement politique et syndical. La stratégie du débordement n'est qu'un approfondissement du conflit *en surface*. Les logiques politiques et syndicales peuvent s'appuyer sur des débordements et des actions directes pour renforcer leurs perspectives électorales et citoyennes. L'acte rebelle ne porte pas toujours en lui-même ses intentions. Comment, dès lors, porter une réelle perspective contre le pouvoir, contre le principe d'autorité ? Comment œuvrer pour dépasser la situation et ouvrir de nouvelles brèches ?

Je ne sais pas ce qui peut

précipiter une insurrection, encore moins une révolution. Il me semble d'ailleurs que ça reste toujours un peu mystérieux, quelque chose qui échappe et qui ne se révèle qu'après-coup. Mais il est certain qu'au départ c'est un pari de quelques personnes aventureuses ou « qui ne savaient pas que c'était impossible », qui rencontrent un terrain social fertilisé et peut-être des conditions propices pour que ce pari fasse écho chez plein de gens (parce que derrière ce terme de conditions, il y a surtout des personnes physiques – encore faut-il se donner la peine de nouer des complicités avec elles). Ce qui rend la chose complexe, c'est que ces conditions et cette fertilisation ne sont que rarement les mêmes : ce qui a favorisé à un moment ne favorise pas forcément la fois suivante. Et de toute façon, c'est toujours d'abord la volonté et la détermination d'individus réels qui rendent possible quelque chose.

La perspective révolutionnaire est affaire de volonté, de beaucoup de volonté, bien plus que de circonstances favorables. Il pourrait en découler une vision activiste, poussant à agir de façon permanente. Je reconnais que c'est un peu mon cas – du moins cela l'a été.

Toutefois, je crois qu'il vaut parfois mieux ne rien faire, se désengager et s'abstenir. S'abstenir de voter, s'abstenir d'aller travailler, s'abstenir de consommer frénétiquement, s'abstenir de reproduire le système, bien sûr. Mais si je suis persuadé de la nécessité

d'intervenir dans les luttes, y compris quand elles sont imprégnées d'idées contraires et de petits chefs cherchant à prendre le pouvoir, il me semble que tous les combats ne sont pas bons à mener.

Tout ne se vaut pas, disais-je. C'est le cas aussi des luttes : tous les combats ne se valent pas et certains ne méritent probablement pas de perdre son temps et son énergie, pour mieux les préserver et les mettre ailleurs. Il faut parfois savoir accueillir le réel, à la manière du nageur se laissant porter par le courant plutôt que de l'affronter au risque de se noyer. Et ce, pour mieux défoncer les digues de l'ordre existant le moment venu, emportant la triste normalité dans le tumulte du débordement.

Vous me pardonnerez ces considérations un peu taoïstes favorables à la pratique du *wu wei*, souvent mal traduit par non agir. En réalité, il s'agit plutôt d'agir sans calculer et de manière détachée, sans l'emprise de l'ego et des conditionnements. Ce n'est donc pas rester spectateur ou spectatrice, mais simplement *lâcher prise* : plutôt lâcher l'emprise du système et de tous ses rôles. Tous ses rôles ? Oui, y compris celui du militant et de la militante ou de l'activiste.

Après tout, le militantisme et l'activisme sont pétris d'un esprit civilisateur. Il s'agirait d'éveiller la conscience des gens ordinaires. L'activiste a au moins pour lui, contrairement au militant, de

davantage chercher à donner des solutions pratiques. Parce que la perspective révolutionnaire a surtout besoin de capacités d'agir que de conscience. Il n'empêche que la perspective révolutionnaire est aussi une libération de ces rôles engoncés, finissant souvent par être considérés comme une activité séparée de la vie quotidienne au même titre qu'un boulot, et surtout favorables à l'entre-soi et l'arrogance. Il faut parfois savoir se tenir à l'écart pour mieux saisir l'occasion, plutôt que de sacrifier son temps, son énergie (et parfois plus) à la Sainte-Cause. La libération n'est pas une affaire de dévots. D'ailleurs, les ghettos militants sont en général des boulets pour la montée en puissance des luttes, tandis que les révolutionnaires les plus sérieux sortent bien souvent des rangs jugés les plus ordinaires...

Regard internationaliste

L'Etat moderne telle qu'il s'est constitué au moment de l'essor du capitalisme n'est pas une forme vide. Celle-ci est pleine d'une idéologie nouvelle particulièrement puissante, continuant aujourd'hui encore par montée de fièvre de bousculer l'histoire. La naissance des Etats modernes est en effet concomitante avec l'essor de la fiction nationale : à l'appareil d'Etat, constitué de frontières, de règlements, de collecteurs d'impôts, d'une armée de soldats et de fonctionnaires, se juxtapose une identité collective surplombante.

En ce sens, la nation est un peu le supplément d'âme de ce monstre froid qu'est l'Etat. Et le nationalisme est une sorte de religion, suscitant les mêmes logiques fanatiques. Aujourd'hui, djihadistes et exaltés des valeurs occidentales se livrent d'ailleurs un combat qui ressemble parfois aux guerres de religion d'antan.

La perspective révolutionnaire est largement concurrencée par celle du nationalisme. Les difficultés de la vie ne nourrissent pas seulement des élans de révolte, mais aussi du ressentiment. Pas besoin de regarder bien loin pour voir comment les chefs de tout poil continuent à surfer sur le racisme de meute pour combattre leurs ennemis intérieurs et extérieurs et jeter en pâture des bouc-émissaires. La rhétorique nationaliste et son fond xénophobe et raciste a le vent en poupe.

Et ils trouvent des relais jusque dans les luttes, où il faudrait "faire peuple" tantôt contre l'oligarchie et les 1 % les plus riches, tantôt contre l'Etat profond. Outre les relents complotistes et antisémites qui ne tardent en général pas à se dévoiler, reprendre ce mantra du "peuple" n'est rien d'autre que se tirer une balle dans le pied et préparer le terrain au champion du nationalisme qu'est l'extrême-droite. Le peuple, ça n'existe pas. La nation, c'est du vent. C'est une construction du pouvoir pour créer une fausse unité de façade derrière un drapeau, mettre au pas les individu-es libres transformés en troupeaux, faire tenir ensemble des riches et des pauvres, des gens qui décident et d'autres qui n'auraient plus qu'à obéir.

Quand on parle de nationalisme, on pense d'abord aux nervis d'extrême-droite et aux ratonnades. On oublie qu'il existe un nationalisme de gauche très ancien, nourri aux vieilles stratégies marxistes-léninistes et maoïstes de luttes de libération nationale. En gros, l'urgence dans les pays les plus pauvres est à s'émanciper des tutelles impérialistes (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, etc.) en construisant leur propre Etat national. Le communisme attendra... Evidemment, à l'époque (et souvent encore aujourd'hui), Russie et Chine n'étaient pas considérés comme des forces impérialistes. Les mêmes agissements devenaient étonnamment des avancées vers l'émancipation sous pavillon rouge.

C'est en héritier et héritière de ce carcan idéologique que nombre de gauchistes (et parfois d'anarchistes) se précipitent par exemple pour se solidariser avec la Palestine, et plus précisément avec les forces avant-gardistes censées les guider : pour les plus traditionnels, avec le Front Populaire de Libération de la Palestine (organisation marxiste-léniniste proche de l'Iran des Ayatollahs et qui a défendu une position pro-Assad pendant la révolution syrienne), pour les moins regardants, avec le Hamas (organisation islamiste fondée par des membres des Frères Musulmans et adepte des pogroms de masse).

J'ajoute au passage qu'il se passe à peu de choses près la même chose en Ukraine : que des personnes prennent les armes pour se défendre contre une armée venant les envahir est une chose éventuellement compréhensible, que des anarchistes nous vendent pour le justifier que prendre l'uniforme n'est pas un problème, puisque cela se fait au nom de la société ukrainienne et non de l'Etat ukrainien, ou que le pouvoir de l'OTAN est plus acceptable que le pouvoir russe, en devient un. Les justifications alambiquées masquent mal le virage nationaliste.

Il n'y a pas à choisir un camp plutôt qu'un autre dans une guerre. Les guerres ne portent que des perspectives autoritaires : elles ramènent tout à l'Etat, qu'il soit constitué ou désiré ; elles s'appuient sur des idéologies du pouvoir, qu'elles soient religieuses ou nationalistes, et qui toutes diluent

l'individualité dans la masse et favorisent une mentalité de troupeau. C'est le cas aussi des luttes de libération nationale et luttes anti-impérialistes à la mode marxiste-léniniste, qui n'ont fait que réhabiliter les vieux logiciens autoritaires : il faudrait un Etat fort avec un peuple docile nourri au sentiment national.

Comme le rappelle l'acrate Freddy Perlman, le nationalisme a servi en quelque sorte de serre, où le capital a pu germer et croître, se répandant ainsi à travers le globe. Il serait donc bien curieux qu'il puisse devenir un antidote. Pourtant, certains courants révolutionnaires semblent persister à s'imaginer que les fièvres nationalistes et les guerres de libération nationale pourraient démanteler l'empire capitaliste. L'histoire montre pourtant que ces luttes consistent à remplacer l'oppression des colonialistes par l'oppression de la bourgeoisie locale et autochtone. Le nationalisme reste chevillé au corps du système, tantôt dilué dans la logique marchande globale, tantôt exacerbé par la logique défensive ou conquérante des terres et ressources. Et ce, à gauche comme à droite.

Il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimé-es contre les oppresseurs, les sans-patrie contre leurs propres États. La libération ne peut pas se concevoir dans un carcan, quel qu'il soit, et encore moins dans celui de la nation et de toutes ses frontières physiques et mentales. Elle doit donc

adopter un point de vue internationaliste.

La révolution ne peut de toute façon que chercher à s'étendre au niveau mondial pour désamorcer les processus guerriers. Une fois déclenchés, ces processus s'autoentretiennent dans une réaction en chaîne, où la violence appelle une réponse d'autodéfense violente. Les guerres se perpétuant, il n'est plus possible de poser les armes. Le risque est alors grand que les armées permanentes ressurgissent, les alliances se transforment en Etats, et les collectivités redeviennent des machines de guerre.

Ce point de vue internationaliste n'a pas à attendre la révolution pour être adopté, bien au contraire. Brouiller les frontières ici et maintenant est une manière de les rendre plus perméable. De plus, les luttes ailleurs nourrissent les élans ici ; les échos lointains soufflent sur les braises avoisinantes. Outre l'encouragement de notre détermination, il permet aussi de décaler le regard, d'approfondir les réflexions, de consolider les pratiques. Il rend plus conséquent-e, tout simplement.

Dans la plupart des contextes locaux, les anarchistes et les révolutionnaires antiautoritaires sont de toute façon trop peu nombreux et nombreuses, ce qui ne facilite pas la lutte en termes de disponibilité, d'approfondissement théorique et pratique, de confrontation des points de

vue. Le point de vue internationaliste ouvre les possibilités.

Adopter un point de vue internationaliste ne peut pas seulement être une position de principe. Ça implique des pratiques pour le rendre effectif : diffusion des luttes locales à l'international, projets de traduction, rencontres internationales, échanges permanents, caisses de solidarité, déplacements, s'échanger les contacts internationaux, des actions de solidarité ciblées. Il est sur ce point probablement nécessaire de franchir un seuil dans la coordination des solidarités avec des soulèvements, comme avec la tentative révolutionnaire soudanaise où des compas ont régulièrement demandé de l'aide. Des coordinations locales et nationales sur de tels sujets permettraient de favoriser des initiatives plus conséquentes. Et surtout de développer la conscience et la volonté de pousser ensemble globalement dans le même sens, à travers une sorte d'Internationale anarchiste informelle, en assumant les contradictions et les différences et sans se transformer en masses disciplinées.

Un autre rapport à la nature et au vivant

Le rapport à la nature et au vivant est structuré pour le moment par l'artificialisation et l'exploitation. Celui des chasseurs-cueilleurs nomades était quant à lui très différent de celui de nos sociétés modernes.

Une thèse très largement partagée, particulièrement dans les milieux anarchistes, est celle que le passage à l'agriculture et l'élevage au néolithique auraient réuni les conditions pour que l'humanité se domestique elle-même. D'un mode de vie basé sur une connaissance sensible et encyclopédique de l'ensemble de son milieu, où des périodes d'activité intenses succèdent à des longs repos, avec une grande place à l'opportunisme, une partie de l'humanité aurait basculé dans un mode de vie fondé sur les rythmes saisonniers de quelques espèces céréalières ainsi que sur les cadences des animaux d'élevage, avec une multiplication de tâches répétitives et routinières, d'ailleurs souvent déléguées aux femmes. Cela aurait donné lieu à une simplification de la connaissance de son milieu et un appauvrissement du savoir pratique, du régime alimentaire, de son espace, de son temps libre. A la domestication des plantes et des animaux correspondrait une sorte d'auto-domestication, et la violence de l'élevage socialiserait à une violence plus générale.

Tout ceci est séduisant, mais faux. Déjà les sociétés de chasseurs-cueilleurs n'ont pas à être idéalisées : elles étaient probablement plurielles, et certaines n'étaient pas du tout exemptes de rapports de domination bien chargés. Surtout, les cosmologies des chasseurs-cueilleurs se sont largement transmises aux sociétés paysannes. Il n'existe pas de rupture brutale entre la chasse et la cueillette d'un côté et l'agriculture et l'élevage de l'autre ; pas de fracture nette entre les sociétés paléolithiques et les sociétés néolithiques.

Bien avant que les êtres humains deviennent des fermiers et des fermières, ils et elles pratiquaient des formes de cueillette s'approchant de l'horticulture et du jardinage. La connaissance encyclopédique des plantes et de leurs propriétés amène à favoriser les plantes les plus utilisées et à défricher en priorité les autres. Récolter des plantes et en rejeter à la volée quelques graines pour être certain d'en retrouver l'année suivante fait partie des pratiques courantes des chasseurs-cueilleurs. Les femmes aborigènes des terres d'Arnhem laissent quant à elles en terre quelques tubercules pour garantir la ressource à la prochaine récolte. C'est le cas aussi des chasseurs-cueilleurs Andamanais, qui replacent en terre le sommet du tubercule afin de permettre sa repousse, par respect pour la déesse Pulga. N'est-on pas là déjà dans une sorte de domestication de la nature et du vivant ? Le passage au néolithique est

en réalité le passage du jardinage au labeur aux champs.

Il en est de même pour l'élevage. Certaines méthodes de chasse consistent à poursuivre l'animal jusqu'à épuisement. Il n'est alors pas forcément abattu immédiatement, mais peut être capturé, voire apprivoisé. Parfois, les troupeaux sauvages sont rabattus vers des pièges qui peuvent ressembler à des enclos. Il n'y a alors qu'un pas vers l'élevage.

En outre, ce processus n'est pas exclusivement à l'initiative de l'être humain. Animaux et plantes sont aussi actifs dans ce processus. Le seigle et l'avoine ont d'abord été considérés comme des mauvaises herbes, profitant du labeur humain pour se développer. Ils sont ensuite devenus des plantes d'intérêt pour les agriculteurs. Il en est de même pour les animaux. L'antilope, le chimpanzé ou le zèbre n'ont pas été domestiqués, malgré les nombreuses tentatives. En revanche, le cheval, le porc ou la chèvre ont été domestiqués, probablement du fait d'une capacité particulière : les nouvelles recherches d'éthologie montrent que ces animaux sont sensibles aux émotions humaines et sont capables d'interagir avec notre étrange espèce. Le chien aboie, le chat miaule, deux modes de communication spécialisés dans l'interaction avec les humains. Les troupeaux de rennes des steppes sibériennes sont élevés en étant laissés en liberté. Ils pourraient s'enfuir mais préfèrent la compagnie de ces animaux étranges que sont les humains.

En réalité, il semble que la domestication n'est possible que si affinité non-humaine et affinité humaine se rencontrent.

Ce n'est pas la domestication des plantes et des animaux qui a fatalement plongé l'humanité dans le marasme de la hiérarchie et de l'exploitation intense de la nature et du vivant. Pendant des milliers d'années, de nombreuses sociétés élèvent des animaux et cultivent des plantes sans pour autant y basculer. Elles maintiennent au contraire des capacités d'autonomie, une grande liberté d'action et des relations égalitaires sur bien des aspects. Les paysans et paysannes savent encore lire le vent, les nuages et la terre. Le rapport à la nature et au vivant ne se fait pas à travers l'ersatz du tourisme et est encore basé sur la sensibilité et l'expérience.

Deux émergences favorisent en revanche comme jamais auparavant la trajectoire vers la dépossession : l'Etat et la Religion, c'est-à-dire des entités fictives considérées comme supérieures dictant leur conduite aux individus. Des chefs dirigent les autres, légitimés par des prêtres qui réclament la soumission aux dieux et à leurs représentants sur Terre. Peu à peu, les sociétés échappant au Léviathan, cette coalition despotique de l'Etat et la Religion, ont été reléguées dans les marges (déserts, montagnes, forêts primaires) et modifiées au contact des puissances cuirassées. Leur poison a peu à peu contaminé le monde.

Un nouveau seuil est franchi avec

la civilisation capitaliste et industrielle : les activités humaines sont devenues une force géologique, capables d'influer sur le climat par exemple, et ont la capacité de réduire en quelques fractions de seconde toute vie sur la planète du fait de leur arsenal atomique. Le mantra devient : « se rendre comme maîtres et possesseurs de la nature ». Cette sentence de Descartes en 1637 résume bien l'état d'esprit. Il est à noter qu'il base sa philosophie sur un dualisme entre corps et esprit, refusant d'accorder l'esprit à l'animal et le concevant comme une « machine ». L'animal serait dénué de sentiments et de pensées, semblable finalement à des rouages mécaniques. Au même moment, les premiers automates voient le jour. Leurs inventeurs étaient d'ailleurs les premiers promoteurs de l'industrialisation.

La machine correspond au fantasme de l'éviction de ce qui est vivant dans l'être non humain comme dans l'être humain, avec ses fragilités, ses inutilités et ses désirs. L'outil avait pourtant toujours été une extension du corps permettant d'accroître les possibilités d'action. Le biface coupe la chair, la hache tranche l'arbre, la houe laboure la terre. L'être humain, avec ses rapports imaginaires au monde qui l'entoure, était la condition de l'usage de l'outil. La machine institue une inversion : l'être humain est inutile ou s'il est maintenu, c'est comme assistant de la machine, soumis à son rythme et,

avec les algorithmes et l'intelligence artificielle, à ses décisions. La machine fait usage de l'humain, rendu de plus en plus à des comportements automates et robotiques. Dès lors, le progrès est d'abord mécanisation et artificialisation. La valeur centrale de la machine est l'efficacité, au détriment de tout autre principe. La raison utilitaire et instrumentale donne son sens aux machines : tout (humains, animaux non-humains, végétaux, choses inanimées) peut être considéré comme une ressource à exploiter et consommer.

Pourtant, l'humanité n'est pas au centre de l'univers dans lequel s'apprécie une immense variété de formes de vie et de dynamiques naturelles. Il y a un territoire particulier qu'est le culturel, qu'il s'agit de ne pas nier. Cette réalité contredit-elle l'idée de repenser le rapport à la nature et au vivant ? Implique-t-elle un socle anthropocentré, supposant une supériorité de l'humain sur le non-humain ? Je ne pense pas.

Prendre en compte la complexité de la réalité nécessite surtout de penser en nuances. L'être humain a bien ses spécificités par rapport au reste du monde vivant, sans pour autant instaurer une quelconque supériorité. Les autres formes de vie sont des altérités, mais des altérités interdépendantes et parentes. De la même manière, le socioculturel est spécifique à l'humanité, ce qui n'empêche pas qu'il existe un

continuum entre monde non-humain et monde humain.

La condition sociale de l'humanité est de toute façon liée à l'expérience d'un monde extérieur. Le socioculturel est toujours inscrit dans l'univers naturel, tandis que la nature connue est toujours déjà socialisée, ne serait-ce que par la présence et le regard. Mondes humain et non-humain sont les deux faces d'une même médaille dont il faut moins converser sur la séparation qu'explorer les relations.

Cette conception, on la trouve déjà chez Bakounine. Il fait en effet reposer son anarchisme sur une philosophie de la nature. En découle une très belle définition de la vie : « toute cette quantité infinie d'actions et de réactions particulières, en se combinant en un mouvement général et unique, produit et constitue ce que nous appelons *la vie, la solidarité et la causalité universelle*, la nature. Appelez cela Dieu, l'Absolu, si cela vous amuse, que m'importe, pourvu que vous ne donniez à ce mot Dieu d'autre sens que celui que je viens de préciser : celui de *la combinaison universelle, naturelle, nécessaire et réelle*, mais nullement prédéterminée, ni préconçue ni prévue, *de cette infinité d'actions et de réactions particulières que toutes les choses réellement existantes exercent incessamment les unes sur les autres* ». La vie est un mouvement perpétuel, entremêlé et indéterminé ; anarchique, donc.

Il sera d'ailleurs l'un des premiers à mettre en garde contre « le gouvernement des savants », comme je l'ai déjà dit. Il considère alors qu'il n'y a pas à sacrifier les individus sur l'autel des abstractions, quand bien même elles seraient d'une autre nature que celles émanant de la religion, de la politique ou de la législation. « La science, c'est la boussole de la vie ; mais ce n'est pas la vie ». La vie est une force créatrice que la science se contente d'essayer de reconnaître et d'interpréter.

Par conséquent, ce qui échappe à la science, c'est la singularité contenue dans ce qui est vivant. L'abstraction scientifique est incomplète et imparfaite, condamnée au général, incapable de saisir le mouvement spontané et singulier de la vie. Elle n'en est que plus indifférente envers l'être humain fait de chair et de sang, envers *l'individu-e réel*, qu'elle peut avoir tendance à considérer comme un simple cobaye.

C'est pour toutes ces raisons que Bakounine est un critique du scientisme avant l'heure. Mais il n'est pas seulement un précurseur mettant en garde contre les excès de la science, il lui définit une place sociale modeste au potentiel émancipateur.

« Ce que je prêche, c'est donc, jusqu'à un certain point, *la révolte de la vie contre la science*, ou plutôt *contre le gouvernement de la science*. Non pour détruire la science – à Dieu ne plaise ! Ce serait un crime de lèse-

humanité –, mais pour la remettre à sa place, de manière à ce qu'elle ne puisse plus jamais en sortir ».

Le rôle de la science est finalement pour Bakounine d'être une sorte de conscience collective de l'humanité, contribuant aux efforts pour se défaire des illusions politiques, morales et religieuses qui la recouvrent. Elle peut contribuer à éclairer la route de l'émancipation. Au-delà, elle s'égare en instrument de pouvoir.

Pour être complète, la perspective révolutionnaire ne peut que rompre avec l'obsession aménageuse qui cause tant de désastres. Elle ne peut que renouer avec l'émerveillement pour le mouvement universel et pourtant protéiforme du vivant, la beauté des paysages épargnés et le bienfait à différents niveaux d'une vie sauvage préservée. Il faut bien que des choses nous échappent pour continuer d'alimenter nos rêves. Les milieux naturels ne peuvent plus être regardés de manière surplombante : ils nous constituent.

La nature n'est alors plus seulement le milieu à aménager, artificialiser, mais aussi l'espace contemplé et parcouru, à travers un processus d'appropriation enraciné dans une connaissance synthétique et sensible du monde et une empathie débordant les limites de l'espèce. Cela nécessite de redevenir un peu sauvage, de danser et se raconter des histoires autour du feu plutôt que passer sa vie

coupée des autres, les yeux rivés sur un écran, totalement dépendant d'une immense machinerie sociale.

Un nouveau rapport à la nature et au vivant se dégage, sans tomber dans les travers du naturalisme, puisque l'histoire est entre les mains de l'action humaine et c'est la raison pour laquelle il n'y a pas d'inéluctabilité au désastre. Renouveler les relations de l'humanité avec le vivant et la nature en général, c'est en même temps reconnaître les spécificités de l'humanité – sans quoi il n'y aurait pas de perspective révolutionnaire possible. Une nouvelle conception peut se dessiner : celle d'une nature à laquelle se lier en bonne intelligence, sans sacrifier la liberté.

La question de la guérilla et des armes

Afin de hausser le niveau de conflictualité avec le pouvoir, il peut être tentant de passer à la clandestinité pour porter des coups, y compris les armes à la main. De nombreuses expériences de ce type ont existé, permettant d'en évaluer les risques et les enjeux.

La lutte en armes amène la lutte vers des questions d'ordre militaire. Or, le domaine militaire pousse sans arrêt vers la discipline et la hiérarchie, forces contraires à une révolution libératrice. Cela a été le cas de la guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay dans les années 1960. Associant syndicalistes, communistes et libertaires, le mouvement s'est bien vite transformé en petit Etat en gestation. L'un de ses conseillers, Abraham Guillen, en a fait une critique bien avant sa chute. Outre des considérations plus tactiques, il critique les « prisons du peuple » et les exécutions sommaires, reproduisant les pires manières répressives du pouvoir. Il rappelle aussi la nécessité de, si ce n'est effacer, au moins réduire la délégation du commandement, de la circonscrire aux aspects militaires ne permettant pas de prendre le temps de se mettre d'accord et de la limiter dans le temps par la rotation. A l'inverse, fabriquer des légendes autour de leaders reproduit la hiérarchie – et c'est comme ça que l'un des leaders des Tupamaros, José Mujica, finira président de l'Uruguay menant une

politique revendiquée sociale-démocrate. Finalement, les Tupamaros, devenus des professionnels trop militarisés et coupés des luttes sociales, ne sont devenus plus qu'un pouvoir parallèle contestant le pouvoir légal, avant de faire réprimer durement, puis de s'intégrer au pouvoir.

Certain-es révolté-es s'y sont de nouveau essayé-es récemment, notamment en Grèce un peu avant et surtout après l'insurrection de 2008. C'est le cas en Grèce du groupe anarchiste de guérilla urbaine *Conspiration des Cellules de Feu*, qui a mené plusieurs attaques par des dispositifs incendiaires à partir de 2008 contre des églises, banques, assurances, locaux de politiciens, notamment en solidarité avec des prisonniers anarchistes ou en pointant du doigt les responsabilités dans la mort de l'anarchiste Alexandros Grigoropoulos. Ensuite, ce sont des colis piégés envoyés dans des ambassades et au FMI à Paris (en 2017), des braquages de banque et de bureau de poste pour financer la lutte. 12 personnes vont être incarcérées en Grèce suite aux procès contre le groupe.

Ce groupe semble s'être au fil des années centralisé et spécialisé, devenant un groupe fixe avec son sigle attitré. Sans devenir le petit Etat en gestation que furent les Tupamaros, ce groupe semble avoir pris une trajectoire ressemblante. Une fois emprisonnés, des membres de ce groupe ont été critiqués par un compagnon anarchiste

en désaccord avec certaines de leurs méthodes. Ils n'ont alors rien trouvé de mieux que de lui casser la gueule à coups de bâtons dans la cour de la prison.

Cette expérience tournant au vinaigre rappelle les dangers de la clandestinité. Outre les sacrifices énormes qu'imposent ce genre d'existence, cela peut conduire à se couper des gens ordinaires, ceux-là mêmes avec qui doit se mener la lutte. Elle ne se mène pas avec tout le monde, bien sûr, mais avec une bonne partie au moins. Une petite minorité agissante de personnes déterminées peut défaire un pouvoir ; il en faut bien plus pour le détruire définitivement. Rompre avec l'état actuel des choses est impossible sans généralisation du conflit, et donc sans persuader de sa nécessité beaucoup de monde. Partager le goût de la désobéissance, approfondir les débats nécessaires, diffuser les méthodes d'attaque et d'auto-organisation, accepter de se faire bousculer dans ses certitudes, ne sont pas possibles terrés dans une tanière. Ce sont pourtant des choses essentielles pour maintenir vivantes les raisons de la révolte et participer à délivrer une énergie libératrice.

Ce virage vers la reproduction de l'avant-gardisme n'est probablement pas une fatalité. Les expériences des Georges Jackson Brigade aux Etats-Unis, de la Angry Brigade en Angleterre, ou des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) en France sont

plus intéressantes. Ces derniers sont les héritiers du Mouvement Ibérique de Libération (MIL), qui s'est autodissous en 1973, sentant qu'il se transformait en organisation de révolutionnaires spécialisés et coupés des luttes sociales.

De ces réflexions aboutissant à l'autodissolution, il en a résulté la distinction théorique entre lutte armée et agitation armée. Un groupe de lutte armée ne cherche pas de bases dans les luttes sociales, mais se considère comme l'avant-garde de la lutte et trouve ainsi en lui-même sa propre justification. Par contre, un groupe d'agitation armée ne peut admettre de mythifier son activité en se considérant comme autosuffisant, mais il se définit par sa relation avec les luttes sociales. Un groupe d'agitation armée est un groupe d'appui qui situe sa propre activité au sein de l'ensemble des luttes.

L'usage des armes pose celle des moyens utilisés. Or, la question de la violence n'est pas une mince affaire. La libération totale est aussi une libération de la violence, celle qui contamine la vie sociale, celle de l'exploitation et de la coercition, celle de la soumission à la volonté d'un autre. Mais comment se libérer d'une telle violence exercée sur nous ?

Certains et certaines considèrent que rien ne justifie la violence. Il existe depuis longtemps tout un tas d'actions directes « non-violentes » utilisées par les révolté-es. C'est le cas par exemple de la grève, du boycott, de l'occupation jusqu'à expulsion, du fait de grimper sur

un toit ou un arbre pour ralentir une évacuation, ou encore d'utiliser la dérision. Mais il suffit que le piquet de grève soit attaqué par des milices patronales ou des flics pour que la nécessité de le défendre se pose. N'importe quelle action peut débiter sans violence et se retrouver face à la brutalité de la répression. Ce n'est jamais que nous qui choisissons totalement les modalités d'une action. Il n'y a de toute façon pas de séparation nette entre « violence » et « non-violence », catégories qui sont celles des médias et du pouvoir.

La non-violence, quand elle se mue en idéologie, n'est plus qu'un support du maintien de l'ordre. La non-violence est donc passée d'un choix tactique en situation à une *idéologie autonome*, qui exclut toutes les autres formes d'expression de la lutte. Seule l'action non-violente serait légitime et efficace. Cette idéologie transpire la docilité et n'hésite pas à falsifier l'histoire, faisant passer des gens qui ont lutté de diverses manières pour des saints. C'est le cas de Nelson Mandela, par exemple, qui posait des bombes et était membre d'Umkhonto we Sizwe, branche armée de l'ANC (parti du congrès national africain). Lui-même avouait en outre que la fin de l'apartheid a d'abord été conquise grâce aux soulèvements des townships, qui n'avaient rien de "non-violents".

Cette idéologie finit même par considérer la destruction matérielle par le sabotage comme "violente".

Pourtant, qui a déjà entendu une machine se plaindre ? Qu'est-ce que le bris d'une vitrine par rapport aux violences contenues dans l'exploitation à l'origine des marchandises qu'elle abrite ? Plus que jamais, la dichotomie "violence/non-violente", et "bons manifestants" versus casseurs" qui en découle, participe à désarmer les révoltes.

La violence est justifiée pour se défendre de l'exercice d'une brutalité sur soi. Or, comme le disait Malatesta, « l'opprimé est toujours en état de légitime défense ». Il est donc toujours légitime d'attaquer celles et ceux qui exploitent et dominent. L'attaque est la meilleure des défenses. La révolution ne peut pas se développer sans assumer une certaine violence.

A ceci près qu'elle est rationalisée, rigoureusement évaluée, adaptée au contexte. L'action violente, comme tout agir, ne peut certes pas prévoir toutes les conséquences de sa réalisation. Mais il est nécessaire d'interroger sans cesse sa pertinence. Pour rester éthiquement envisageable, il ne peut pas y avoir usage des armes sans critique des armes.

Il n'empêche que parfois il faut bien assumer la question de la violence en armes. Les exemples d'agitation armée sont d'ailleurs légion dans l'histoire révolutionnaire. Dans la Syrie révolutionnaire d'après 2011, il y a eu une multitude d'expérimentations succédant à la disparition du régime dans certaines zones. Des conseils

locaux ont organisé la vie quotidienne, des coordinations de groupes activistes ont contribué de différentes manières à la lutte.

Face à un pouvoir solide et prêt à gazer aux armes chimiques sa population, la question de l'autodéfense est devenue primordiale. Les milices locales se sont peu à peu transformées en armée : elles se sont coupées de la diversité de la conflictualité révolutionnaire pour se consacrer à un combat de plus en plus purement militaire. La révolution ne pouvait plus qu'être défaite et aux conseils locaux se sont substitués des petits gouvernements de politiciens et des seigneurs de guerre. Nous avons de nouveau vu sous nos yeux comment la militarisation d'un soulèvement populaire confisque une révolution.

La révolution ne peut pas gagner militairement. On peut venir à bout du pouvoir qu'en détruisant de fond en comble le rapport social dont il est la mise en forme. En revanche, une révolution peut se perdre sur ce terrain. Il faut donc se battre, mais pas à la manière d'un Etat : il ne s'agit pas de répondre à la puissance par un surcroît de puissance, mais plutôt chercher à la neutraliser. C'est tout le pari des guerres asymétriques.

Le général Giap, chef militaire du Viêt-Minh qui a vaincu deux puissances impérialistes, rappelait quelques principes de la guérilla : fuir quand l'ennemi est fort, l'attaquer quand il est faible. Harceler sans cesse l'adversaire

et quand c'est possible l'anéantir. Combiner les opérations militaires et l'action politique et économique, associer grèves, sabotages et lutte en armes. Être partout derrière les lignes ennemies, ne jamais fixer de ligne de front, puisque celui-ci est partout où se trouve l'adversaire. Une fois dit tout cela, encore faut-il ajouter les ingrédients qui permettront de ne pas transformer la guérilla en armée d'un petit Etat en gestation.

A mon avis, la guérilla les armes à la main peut être nécessaire dans un contexte insurrectionnel qui franchit un cap. Elle s'appuie alors sur des forces déjà en mouvement, répondant aux exigences pratiques d'auto-défense tout en se donnant les moyens de pousser plus loin la lutte.

Or, ce dernier enjeu ne passe pas seulement par la méthode – la guérilla – qui est un réservoir de pratiques dans lequel des groupes très différents avec des perspectives très diverses peuvent puiser. Pousser plus loin la lutte est d'abord une question d'intentions : ainsi, le Viêt-Minh a vaincu l'impérialisme les armes à la main pour imposer une dictature, les sociaux-démocrates ont fait de la lutte armée à certains moments de leur histoire et toutes les armées du monde entraînent des unités capables de mener de la guérilla derrière les lignes ennemies (les commandos sont faits pour cela). Une pratique reste une pratique qui ne dit rien de la perspective des praticiens et praticiennes ; la forme rien du fond

motivant à se lancer dans une telle pratique. C'est donc nourrir sans cesse ses intentions qui garantissent le mieux contre la tension permanente vers l'autoritarisme, la centralisation et l'avant-gardisme.

C'est d'autant plus le cas qu'avec la guérilla intervient fatalement la question de l'approvisionnement en armes. Si au bout d'un moment, une insurrection peut créer sa propre autonomie, en pillant ses adversaires, en fabriquant ses munitions, elle reste dépendante, au moins au début, de circuits d'approvisionnement peu reluisants. Qui est en capacité de fournir des armes ? Les Etats et les mafias. L'armement nécessaire peut faire se perdre toute révolte dans des alliances contre-nature.

L'exercice de la lutte en armes ne peut pas être totalement improvisée. Il nécessite de la préparation, non seulement matérielle, mais aussi théorique. Maintenir la violence révolutionnaire dans un cadre le plus légitime possible, c'est avoir réfléchi en amont aux problèmes que cela pose, aux impulsions vers la hiérarchie qu'elle provoque comme aux risques de débordements suscitant des rivières de sang. Il faut une tête plus aguerrie encore que la main pour tenir un instrument de mort. Une tête qui conserve précieusement cette conscience : la violence est probablement nécessaire, mais elle est aussi douloureuse.

Antipolitique fiction

On se souviendra après coup que tout a commencé par une vague de fond. Une vague de fond dont rien ne prédisait qu'elle allait bouleverser la vie. Mais elle était là. De luttes en luttes et de sabotages et sabotages, des individus, groupes affinitaires et collectifs forment un mouvement autonome et informel par-delà les frontières, basé sur l'auto-organisation et l'action directe, avec des bribes de ravitaillement et d'entraide permettant de nourrir des grèves, des personnes dans la misère et des collectivités anti-autoritaires associés aux attaques contre le pouvoir. Des sabotages amorcent l'œuvre de destruction nécessaire, des émeutes contestent le monopole de la violence aux flics, des gens vivent en squats, d'autres expérimentent à la campagne et planquent des compas inquiétés par la police, des brèches s'ouvrent où la vie et la liberté tracent leur sillon. Il y a même dans certaines régions des zones où les forces étatiques ne s'aventurent plus. Dans des tas d'expériences le refus de la hiérarchie devient le mot d'ordre.

La moindre réforme antisociale, le moindre projet ravageur, le moindre drame mettent en branle des dynamiques de lutte s'émancipant de plus en plus de la question « comment vaincre » pour poser plutôt celle de « comment vivre » selon nos aspirations. Surtout, cette vague de fond prend de plus en plus l'initiative en-dehors de la réaction par rapport aux

avancées des adversaires. Se diffusent ainsi idées, pratiques et imaginaires, tandis que l'éthique déborde les questions stratégiques. La question révolutionnaire s'appuie sur la spontanéité des révoltes, mais aussi sur un tissu subversif déjà existant qui démontre des capacités de coordination, notamment à travers des attaques ciblées, de plus en plus fortes.

Il fait chaud sous la cagoule. Les manifs sauvages s'enchaînent, sans mots d'ordre précis. Il faut dire que la sécheresse s'approfondit, alors que les séquelles de la tempête, des dégâts et des inondations qu'elle a provoquées, sont encore visibles. Le gouvernement remet sa démission, mais celui qui est nommé reconduit à peu près les mêmes têtes. Lors d'une manif, les flics chargent, poursuivent les gens, tabassent tout ce qui leur passe sous la main. Quelques personnes ne se relèvent pas. Les manifs prennent alors des allures de soulèvement sauvage et généralisé. Il paraît que là-bas, une armurerie a été pillée. Ici, c'est le comico qui a été brûlé...

Une révolte, d'abord circonscrite contre un point particulier dans un espace donné, met de plus en plus de gens en mouvement et le conflit peu à peu se généralise. Elle fait écho à un souffle rebelle qui sévit par-delà les frontières. Des tas de gens arrêtent le travail, les flux marchands sont bloqués, les sabotages sont journaliers, la normalité quotidienne est interrompue. La révolte prend désormais un tournant

insurrectionnel : des magasins sont pillés, des prisons sont ouvertes, des tribunaux sont incendiés, des commissariats sont attaqués, des bâtiments administratifs sont brûlés avec leurs serveurs et leurs archives. Plus de dossiers de surendettement, plus de cadastres ni de titres de propriété, plus de fichiers de renseignement, plus de contrôle administratif. Casernes et armureries sont pillées et les armes distribuées. Des comités de lutte commencent ainsi à s'armer et assument l'autodéfense contre l'Etat et les milices patronales, mais aussi contre tous les pouvoirs autoritaires, qu'ils soient mafieux ou fanatiques religieux, où qu'ils soient. *C'est le premier point de bascule : la chute du régime local en place est inévitable.*

Alors qu'une partie de l'armée tente de prendre le pouvoir pour réinstaurer l'ordre, une autre partie déserte. Une guérilla parvient à circonscrire le putsch réactionnaire. Pendant que des infrastructures liées à l'eau, la santé, l'électricité et la nourriture sont autogérés par des comités de base, le front cherche à s'élargir à l'internationale en appuyant des luttes hors des frontières tout en recevant l'appui de révolutionnaires du monde entier. La révolution ne se recroqueville pas sur ses acquis, mais garde l'initiative.

Des coopératives intégrales basés sur la prise au tas se multiplient en même temps que les expropriations des bâtiments et des terres détenus par les

grands propriétaires. Les terres sont redistribuées et des tas de gens s'installent dans des fermes pour cultiver ensemble, tout en gardant leurs armes à portée de main. Des assemblées de lutte et des fêtes ont lieu dans les bâtiments les plus grands et les plus somptueux. Les horreurs industrielles commencent à être minutieusement démantelées. Une culture révolutionnaire populaire se développe au-delà des frontières, à travers chansons, poésie, spectacles, contes, etc. Ce qui se construit est une nouvelle humanité basée sur le principe de la liberté, et non prisonnière des seules conditions matérielles d'existence et des frontières. *C'est le second point de bascule : le soulèvement se transforme en processus révolutionnaire.*

Les comités de base se transforment en communes libres fédérées entre elles, avec pour principe l'autonomie de l'échelon inférieur. L'Etat est en miettes et n'administre plus rien. La vaste entreprise de destruction du vieux monde se prolonge tout en construisant de nouvelles conditions d'existence et de nouveaux rapports sociaux, plus libres et plus égalitaires, partout où c'est possible. La vie quotidienne n'a plus rien à voir. Des espaces sont abandonnés et placés sous surveillance car antinomiques avec une société libertaire, comme les sites de production nucléaires. *C'est le troisième point de bascule : les changements portés par la révolution s'engagent dans la voie de l'irréversibilité.*

D'autres transformations auront bien sûr lieu, mais surtout le retour à l'ordre préexistant devient impossible. Ce n'est pas seulement la société qui a changé, ce sont aussi les êtres et les subjectivités qui la peuplent et, finalement, la vie elle-même. Ce n'est pas pour autant la fin de l'histoire. La lutte pour la liberté et contre l'oppression ne cesse jamais. Une révolution sociale et libertaire ne résoudra pas toutes les souffrances, n'instaurera pas l'harmonie absolue et définitive. Les conditions de vie n'en seront pas moins complètement différentes et plus joyeuses. Une telle révolution ouvrira des possibilités de s'épanouir pleinement, de vivre mieux et d'être bien plus libre pour décider ce que l'on veut faire de sa vie. C'est déjà beaucoup.

Conclusion

C'est une banalité de dire que tout va mal. C'en est moins une d'essayer d'en tirer des conclusions lucides. Cette situation malheureuse qu'on connaît, entre exploitation, répression, guerres, ravages industriels, dérèglement climatique, servilité, oppressions, n'a rien d'étonnante : moi qui sillonne les milieux anarchistes et révolutionnaires depuis plus de deux décennies, elle correspond en réalité aux analyses et prévisions des désastres et serrages de vis qu'on ne cessait de développer. Cela ne m'empêche pas d'être parfois surpris par la rapidité des changements et d'accuser le coup, d'autant plus dans un contexte géopolitique pour le moins explosif. Peut-être n'en ai-je pas non plus tiré toutes les conclusions nécessaires.

De fait, sans avoir à être jetés aux poubelles de l'histoire comme beaucoup le font, les vieux repères nécessitent d'être réactualisés. Il nous faut apprendre à regarder les choses en face et à penser autrement, sans se perdre. Avec pour ambition de construire un mouvement révolutionnaire informel et autonome conséquent. Pas un parti, pas un programme. Un horizon. Quelques repères pour alimenter une multitude de groupes autonomes et d'individu-es capables d'ouvrir des brèches et des perspectives, d'insuffler une trajectoire, de résonner socialement pour refaire de la révolution sociale non seulement une possibilité, mais une aspiration

largement et concrètement partagée. Ce texte entend essayer d'y contribuer modestement. Puisse-t-il susciter réflexions, discussions et surtout encourager à passer à l'action.

Pour le moment, la flamme dort... Ou plutôt, elle frétille. Soufflons sur les braises, faisons feu de tout bois ! Qu'elle se réveille, pour qu'enfin la flamme d'or se propage et des cendres se déploie un monde nouveau plus désirable !

Sommaire :

Le sentiment de révolte – page 6

La révolution n'est plus ce qu'elle était – page 10

La destruction avant la subsistance – page 17

Devenir une force matérielle (sans se perdre) – page 20

En finir avec le détournement du désir en travail et besoin – page 24

Contre-société autonome – page 29

Autonomie et anti-électorisme – page 37

Les leurres identitaires – page 45

Organisation informelle et persévérante – page 50

Le repli activiste – page 55

Regard internationaliste – page 62

Un autre rapport à la nature et au vivant – page 65

La question de la guérilla et des armes – page 70

Antipolitique fiction – page 75

Conclusion – page 78

Ce texte essaie de poser la question révolutionnaire dans des termes contemporains. Il y est beaucoup question des luttes en France, mais pas seulement : de la Grèce, du Chili, des Etats-Unis, du Sri Lanka, de l'Indonésie... et plus largement d'un point de vue résolument internationaliste. Toutes ces révoltes semblent toutefois ne pas parvenir à franchir un seuil, remaniant le pouvoir plutôt que le détruire. La perspective révolutionnaire proposée ici puise d'abord sa source dans le sentiment de révolte et ses capacités destructrices, ensuite dans le développement d'une contre-société autonome, c'est-à-dire débarrassée des illusions de la gauche, de l'électoratisme et de la politique. Il n'est pas question d'un programme. Plus d'une randonnée avec une vieille boussole, où chaque passage de col est une plongée dans l'inconnu.

No copyright. Diffusion, impression, pillage, modification, critique sont vivement encouragés. 2026